

Rapport d'Orientation Budgétaire 2024

Conseil Municipal du 19 mars 2024



1

Débat d'Orientation Budgétaire



Sommaire :

- Contexte juridique
- Contexte macro-économique :
 - Mondial
 - De la zone euro
 - En France
- Loi de Finances 2024
- Situation financière de la commune à fin 2023
- Rétro-prospective 2022 - 2028
 - Section fonctionnement
 - Section Investissement (PPI)
- Structure de la dette

Débat d'Orientation Budgétaire

Contexte juridique



Contexte juridique du DOB

- Le DOB est une étape **obligatoire** dans le cycle budgétaire pour les communes de **plus de 3.500 habitants**
- Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une **formalité substantielle**. Conséquence : toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité
- Le DOB doit avoir lieu au maximum **10 semaines** avant l'examen et le vote du budget pour toutes les collectivités et tous les établissements en **M57**
- Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget

Objectifs du DOB

Avant l'examen du budget, l'exécutif présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- le **contexte économique** international, européen et national
- les grandes lignes de la **loi de finances**
- la **situation financière** de la commune
- les **orientations budgétaires** : évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), de la fiscalité, des subventions ...
- les **engagements pluriannuels** envisagés : la programmation des investissements avec prévisions des recettes et dépenses : PPI
- la structure et la gestion de la **dette**



6

Contexte macro-économique

- Mondial
- En zone euro
- En France

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX

INFLATION

RAPPEL

Mesurée par les indices des prix à la consommation :
IPC et IPCH

Depuis sa création, l'**Insee** calcule l'**indice des prix à la consommation** (IPC) sur lequel se fonde la mesure de l'inflation. Dans les années 1990, en vue de l'intégration monétaire, les **pays européens ont défini un indice harmonisé**, à champ et concepts identiques pour tous les pays. L'**Insee** calcule ainsi également l'**indice des prix à la consommation dit « harmonisé » (IPCH)**.

Celui-ci sert de référence pour mesurer l'inflation de la zone euro par exemple, il est notamment utilisé par la BCE.

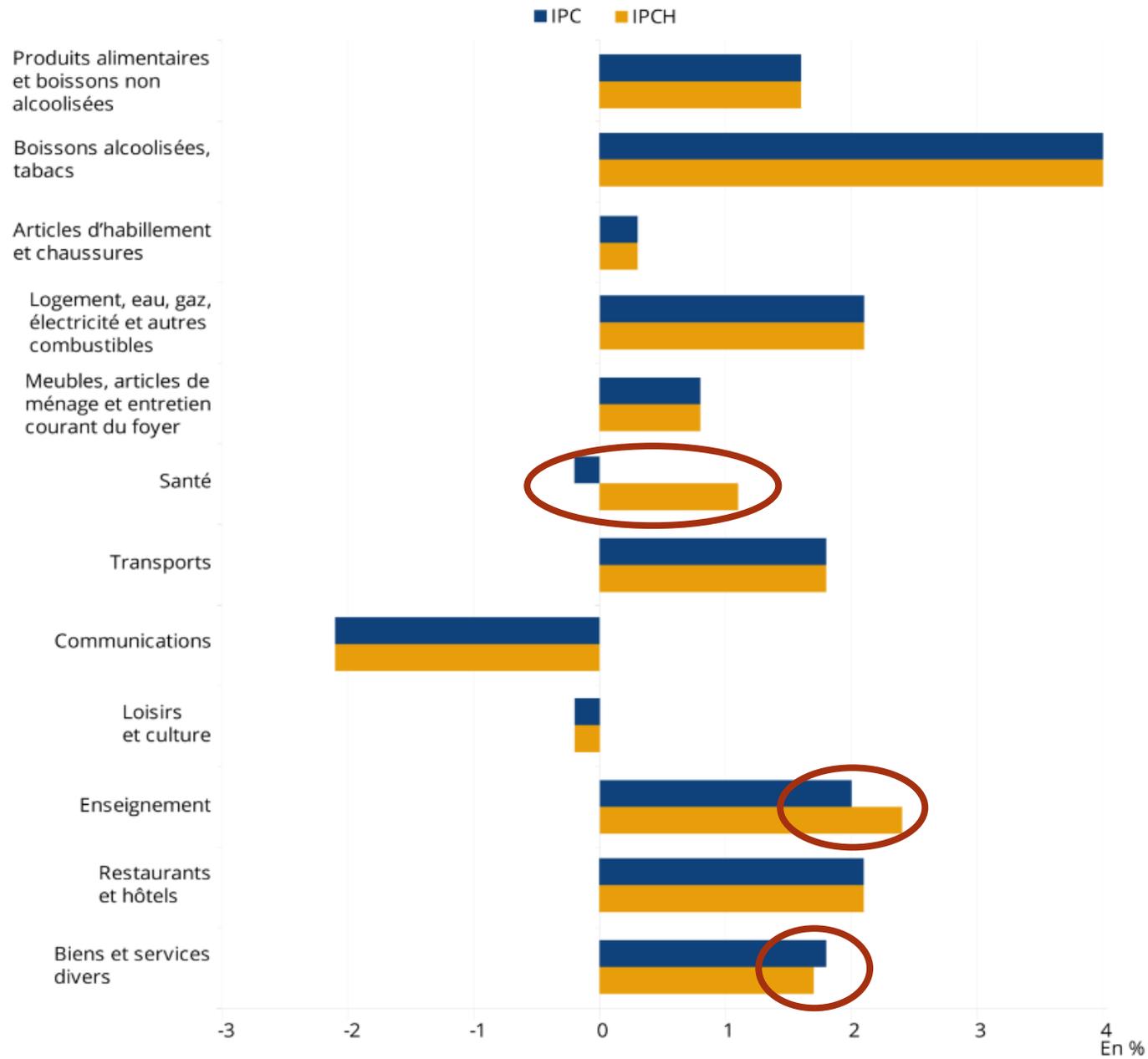
7

Les écarts entre les deux mesures de l'inflation s'expliquent par les **différences de périmètre, notamment sur la santé, l'enseignement et les biens et services**.

L'**inflation sous-jacente** est retraitée des prix de **l'énergie et de l'alimentation**

RAPPEL

Inflation annuelle moyenne entre 1996 et 2021
par poste de consommation dans l'IPC et dans l'IPCH



Données macro- économiques mondiales

9



Une croissance modérée

Au niveau mondial, malgré un net ralentissement de l'inflation depuis T4 2022 (8 à 10% selon les pays), l'année **2023** a été marquée par des **niveaux d'inflation encore élevés**, conduisant la plupart des banques centrales à poursuivre leur **resserrement monétaire**.

Le **ralentissement de la croissance au niveau mondial** est confirmé. La Banque Mondiale estime la croissance pour **2023, à 2,6%** en moyenne par rapport à 2022

Pour **2024**, la Banque Mondiale reste prudente, en maintenant une **croissance de 2,4%** à l'échelle globale,

Elle prévoit pour **2025 2,7%**.

2024 verra **51%** de la population mondiale appelés aux **urnes**

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX

Données macro- économiques mondiales



Une croissance modérée

Au sein des économies avancées

- Les Etats-Unis où la Réserve fédérale n'a plus augmenté le taux des fonds fédéraux depuis juillet, gardent une **croissance** solide en **2023, à 2,5%**, mais devraient connaître un **ralentissement en 2024 et 2025**. L'**inflation** (PCE) a continué de reculer, atteignant **3,4%** en décembre, contre 6,3% en janvier.
- En zone euro, fragilisée par la politique monétaire menée par la BCE le **PIB** est entré en zone de contraction avec seulement **0,5% en 2023**. Après 10 hausses successives, la BCE a marqué une pause dans son cycle de resserrement monétaire. L'**inflation** (IPCH) en zone euro poursuit sa baisse, à **2,9% en décembre** dernier.
- Au Royaume-Uni, l'**inflation** (IPC) reflue à **3,9%** en novembre. L'**activité** s'est montrée **atone** avec une baisse du **PIB de - 0,1% au T3**,

Données macro- économiques mondiales

Une croissance modérée



Les pays émergents

Ils **sont pénalisés par le ralentissement de l'économie mondiale**. La politique monétaire menée par la FED vient renchérir la dette des pays émergents, souvent libellée en dollar américain

La Chine, connaîtrait une **croissance à 5,2% pour 2023**. Suite à la sortie de la stratégie stricte du « zéro covid » fin 2022, l'amplitude du rebond a déçu lors du premier semestre 2023. Une **inflation** (IPC) qui oscille autour de **0%**,

Hors Chine, le **PIB** réel est attendu en progression de **3,2% en 2023**,

Données macro- économiques mondiales



La fin du cycle de resserrement monétaire

Seule la **Banque du Japon** qui a conservé une **politique monétaire accommodante**,

Toutes les banques centrales, y compris la Banque nationale suisse, ont **augmenté** brutalement leurs **taux directeurs** sur les deux derniers exercices :

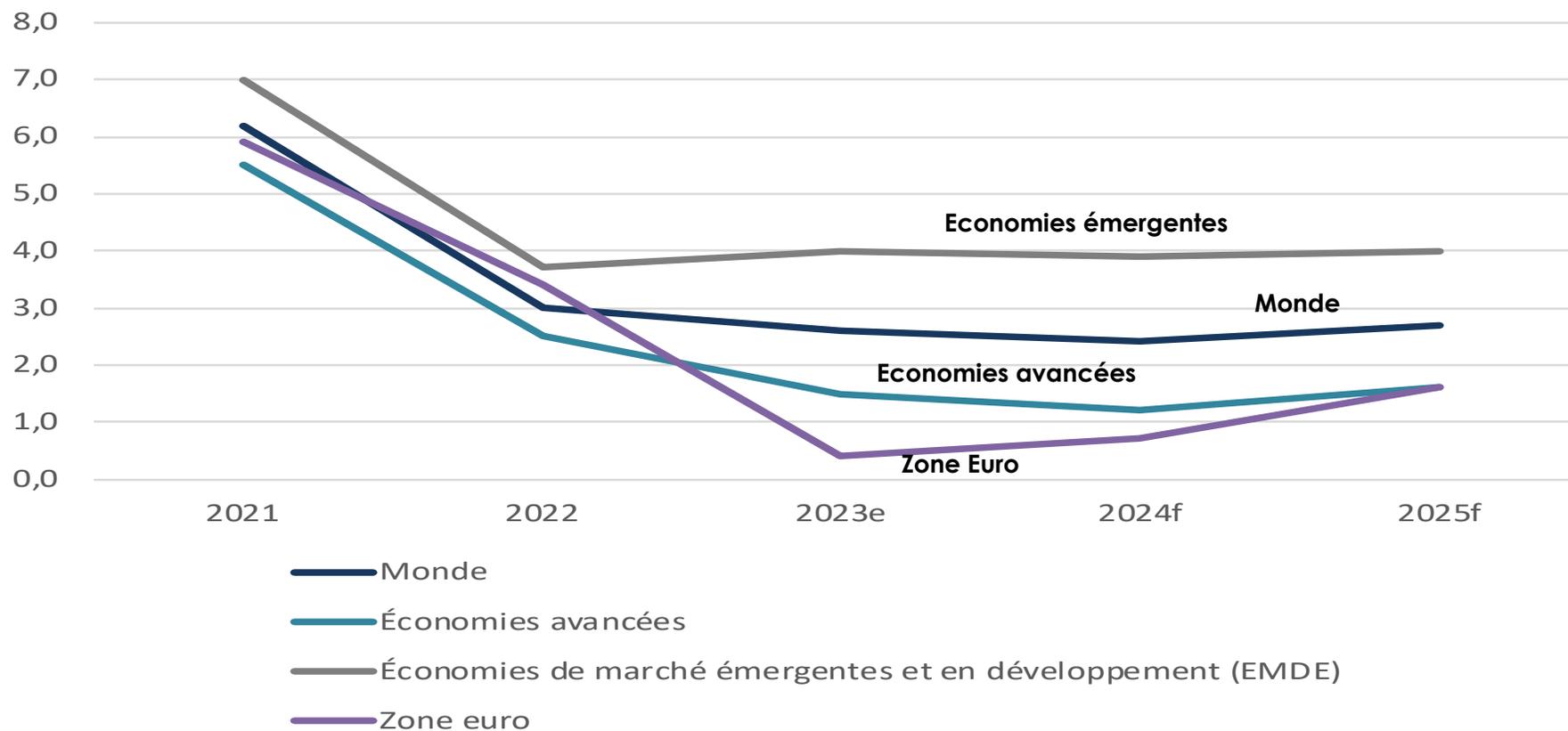
- **BCE** : taux **nul** au 1er janvier 2022, => **4,50%** en septembre 2023
- **FED** : taux **0,25%** au 1er janvier 2022, => **5,50%** en septembre 2023
- **BoE** : taux **0,25%** au 1er janvier 2022, => **5,25%** en septembre 2023
- **BNS** : taux **-0,75%** au 1er janvier 2022, => **1,75%** en septembre 2023

Données macro- économiques mondiales



13

Prévisions de l'évolution du PIB dans le monde (%)



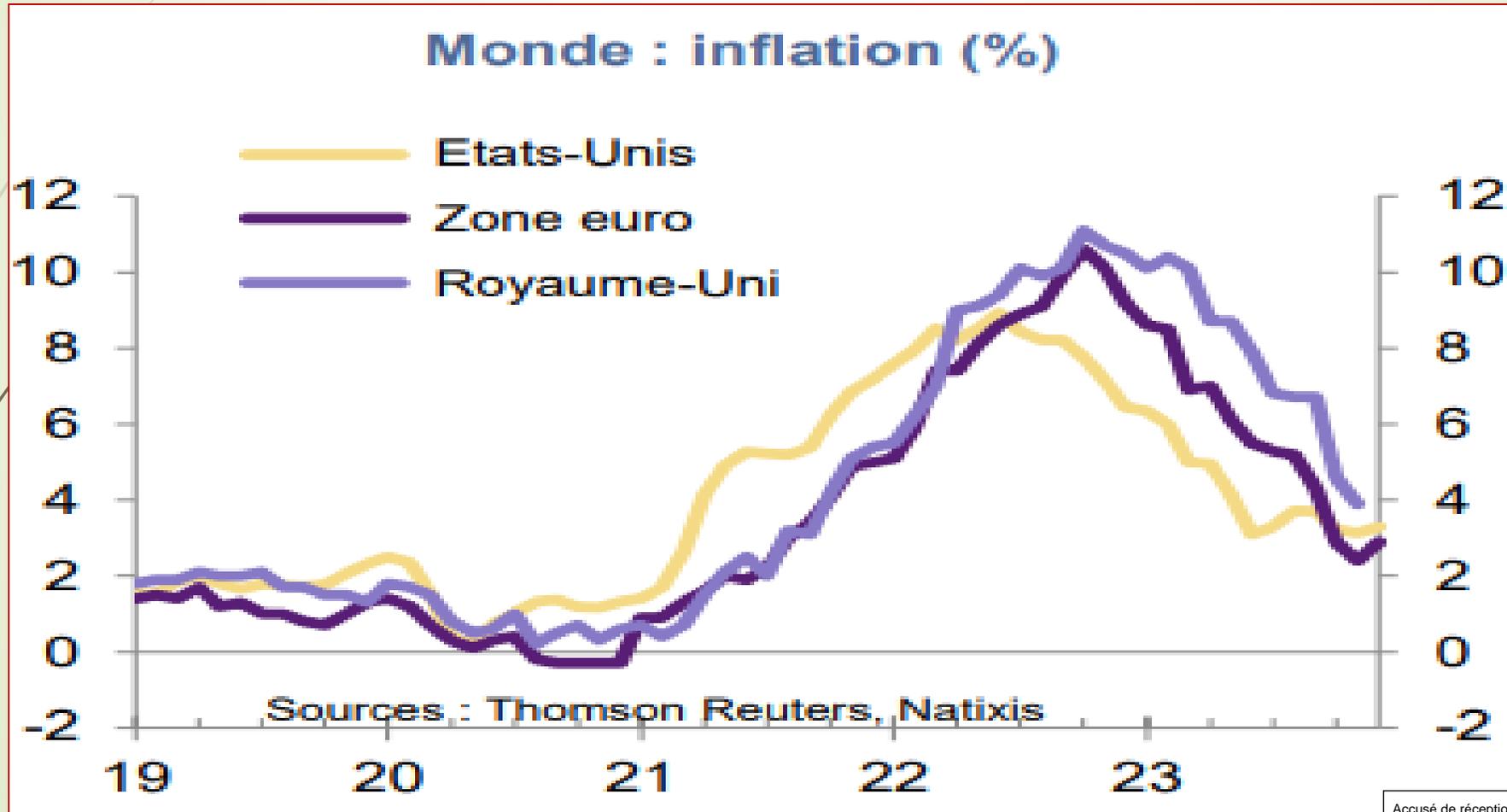
Source : Banque mondiale, Janvier 2024 ; e : estimé / f : projection

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Données macro- économiques mondiales



14



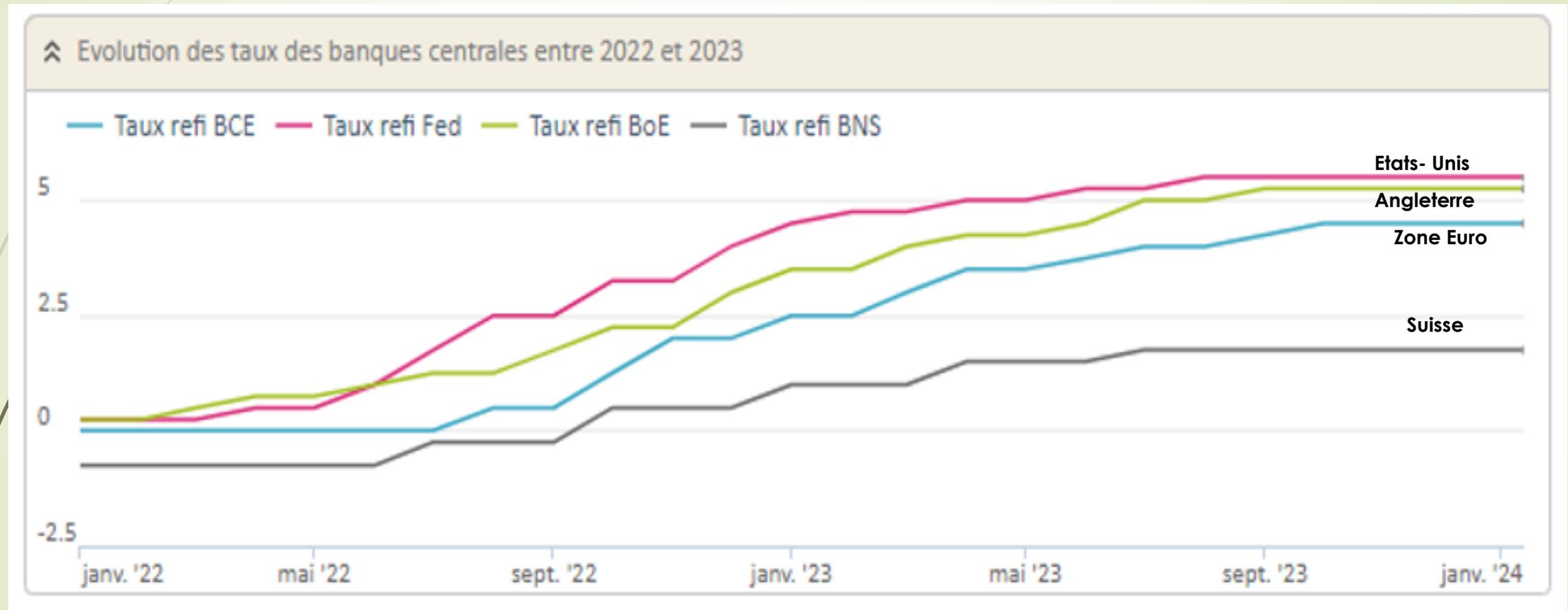
Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Données macro- économiques mondiales



15

Resserrement monétaire

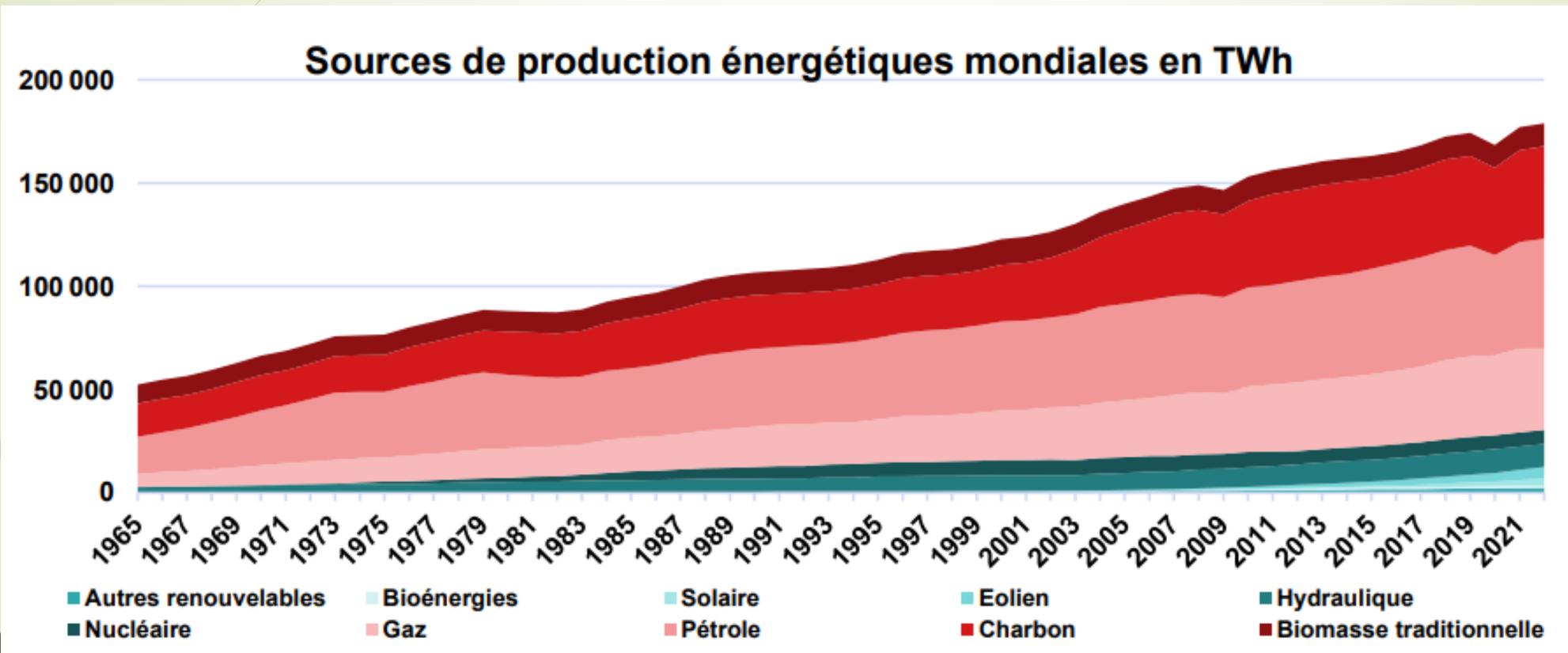


Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Données énergétiques mondiales



16



Energies fossiles

Energies renouvelables

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Données énergétiques mondiales

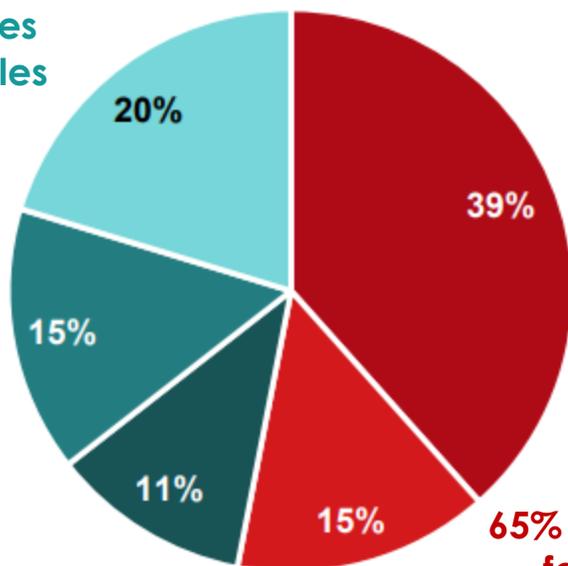


17

Sources de production électriques mondiales en 1985

20% Energies renouvelables

15% de nucléaire

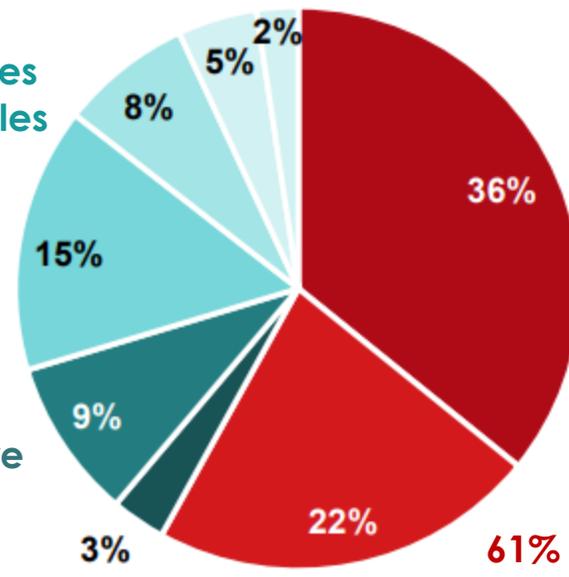


65% Energies fossiles

Sources de production électriques mondiales en 2022

30% Energies renouvelables

9% de nucléaire



61% Energies fossiles

■ Charbon ■ Gaz ■ Pétrole ■ Nucléaire ■ Hydraulique ■ Charbon ■ Gaz ■ Pétrole ■ Nucléaire ■ Hydraulique ■ Eolien ■ Solaire ■ Bioénergies

Source: Our World in data

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Données macro- économiques zone euro



La dynamique de désinflation se poursuit

Après un fort ralentissement de la croissance du PIB en 2022, qui a conduit sa progression annuelle à +3,4% , la **croissance** en zone euro devrait s'établir à **+0,5% sur 2023 avant de reprendre à +1% en 2024 et 1,6% en 2025**

Le cycle de désinflation amorcé depuis le début de l'année a tiré **l'inflation globale (IPCH) à 5,4% sur 2023 et à 2,9% au T4**

Il est prévu une première coupe des taux directeurs par la Banque Centrale Européenne en juin prochain,.

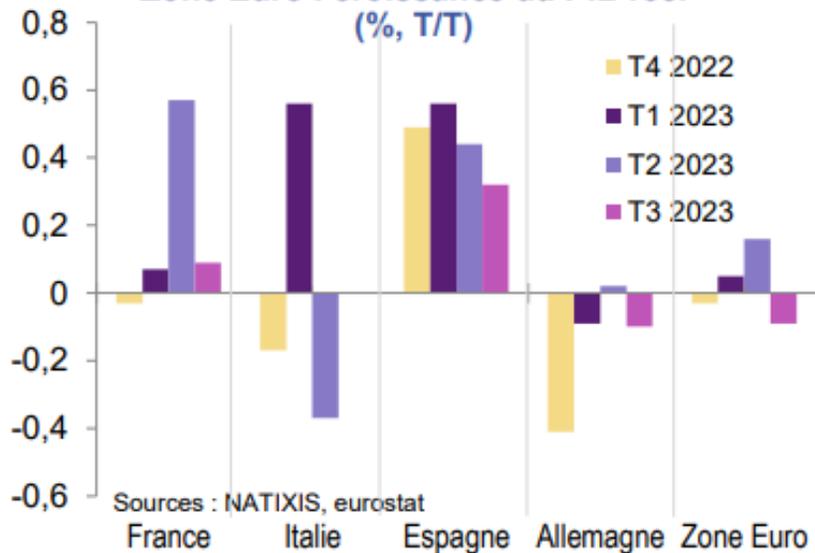
Parallèlement, le **taux d'épargne des ménages reste élevé** et supérieur à son niveau prépandémique.

Données macro- économiques zone euro



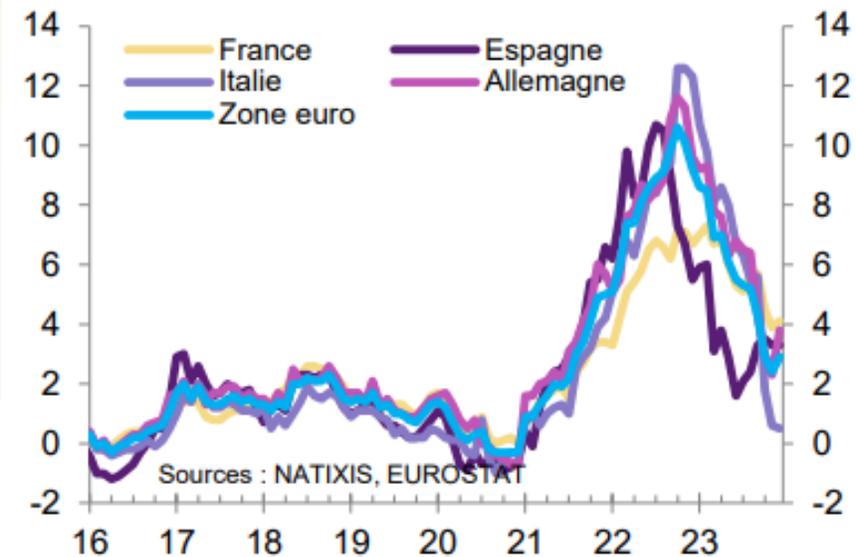
19

Zone Euro : croissance du PIB réel (% T/T)

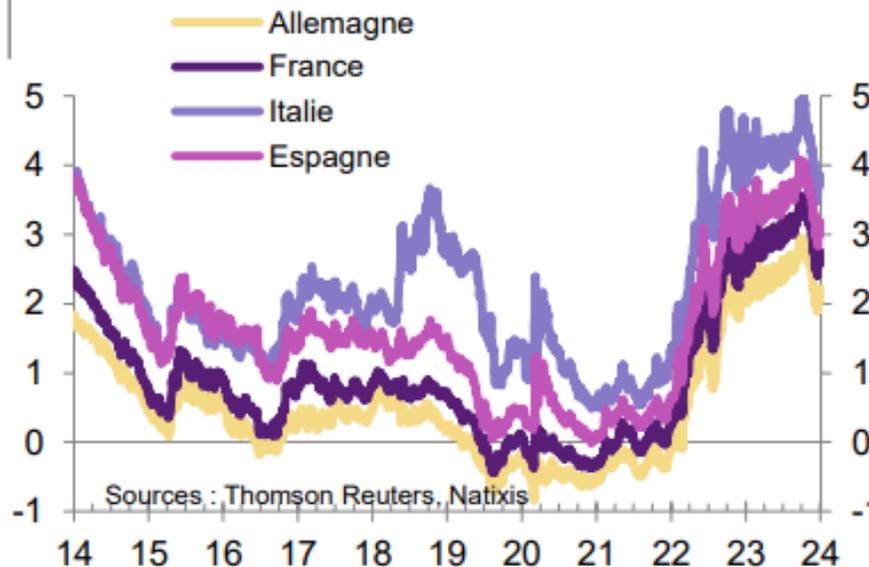


La dynamique de désinflation se poursuit

Zone Euro : Inflation IPCH (% Y/Y)



Zone euro : taux souverains à 10 ans



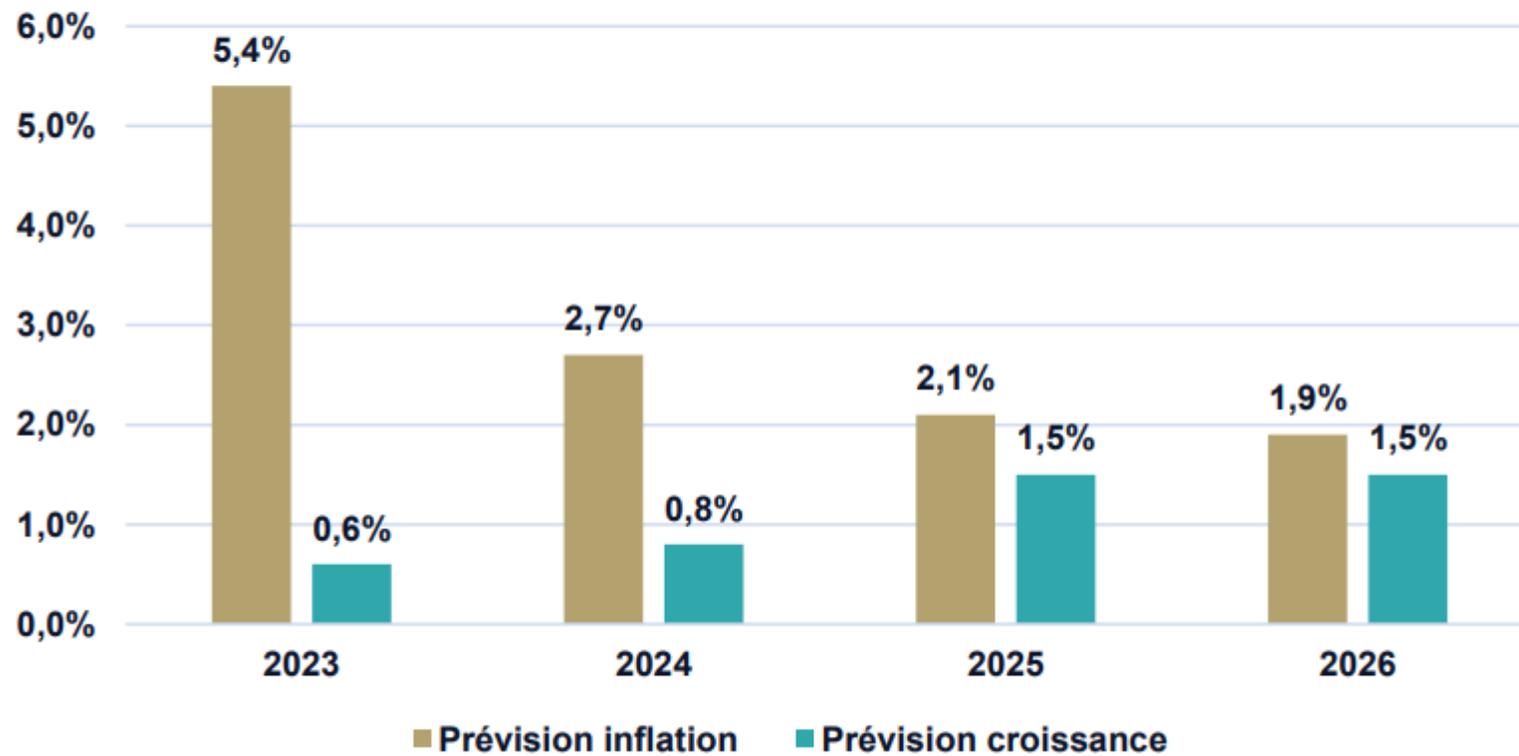
Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Données macro- économiques zone euro



20

Anticipations croissance et inflations de la BCE pour la zone euro



Source : BCE

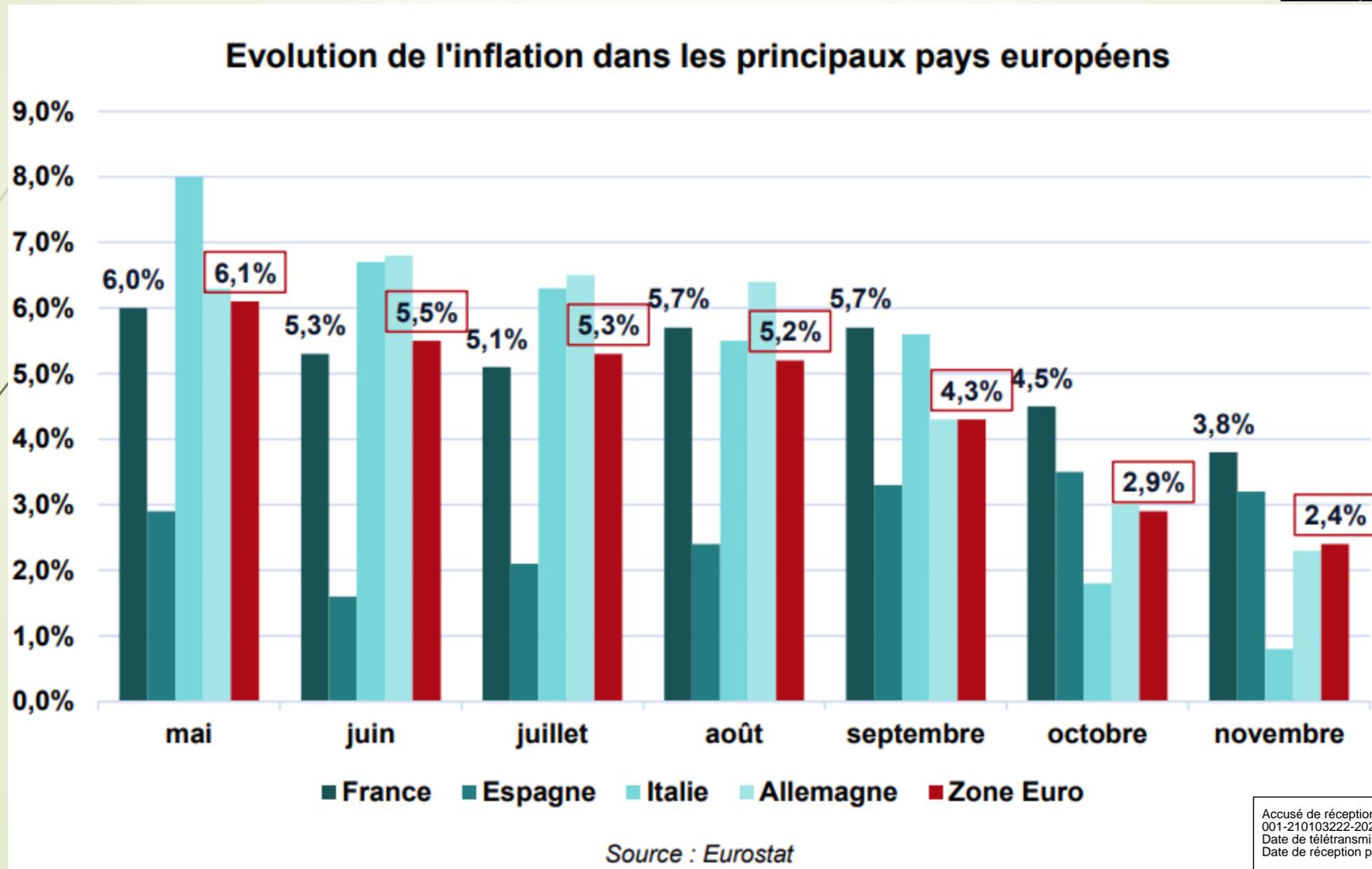
Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX

Données macro- économiques zone euro



21



Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Données macro- économiques de la France



22

La croissance est plus résiliente qu'attendu, le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre

Après un fort ralentissement de l'activité économique en 2022 (+2,6 % après +6,8 % en 2021), la **croissance en 2023 sera légèrement sous 1%**. Cette faible performance cache **rebond de la consommation alimentaire** qui repart à la hausse après huit trimestres consécutifs de baisse. L'autre bonne nouvelle concerne la **bonne tenue des dépenses d'investissement des entreprises**. **L'investissement des ménages** a quant à lui poursuivi son **repli**. A l'inverse, le **commerce extérieur contribue négativement** à la croissance

En 2022, impact de la forte accélération des prix de l'énergie limité par la mise en place d'un bouclier énergétique => l'inflation globale annuelle s'établie à +5,9%, parmi les plus faibles de l'Union Européenne.

En **2023**, la levée de la remise carburants et la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité ont entraîné un **pic de l'IPCH global à +7,3% sur un an en février 2023**.

Depuis, un processus de désinflation est engagé en France, l'inflation **IPCH** s'est installée sur une **tendance baissière clôturant l'année à 4 %**.

Les tensions au Moyen-Orient et autres incertitudes comme la hausse du prix du pétrole, pourrait constituer un **risque haussier sur l'inflation**, notamment énergétique.

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX

Données macro- économiques de la France



23

Les perspectives d'emploi restent favorables

La hausse de l'emploi a été plus modérée en 2022 avec la création d'environ 443 000 emplois +1,5% après +3,9% en 2021.

En **2023**, l'**évolution** du marché du travail **reste favorable**. L'emploi dépasse de 4,8 % son niveau d'avant la crise sanitaire, fin 2019, soit **plus de 1,2 million d'emplois supplémentaires**, dont un tiers en contrats d'alternance.

le **taux de chômage** était de **7,4% au T3 de 2023**.

Le **taux d'activité des 15-64 ans** s'est légèrement replié à **73,8%**

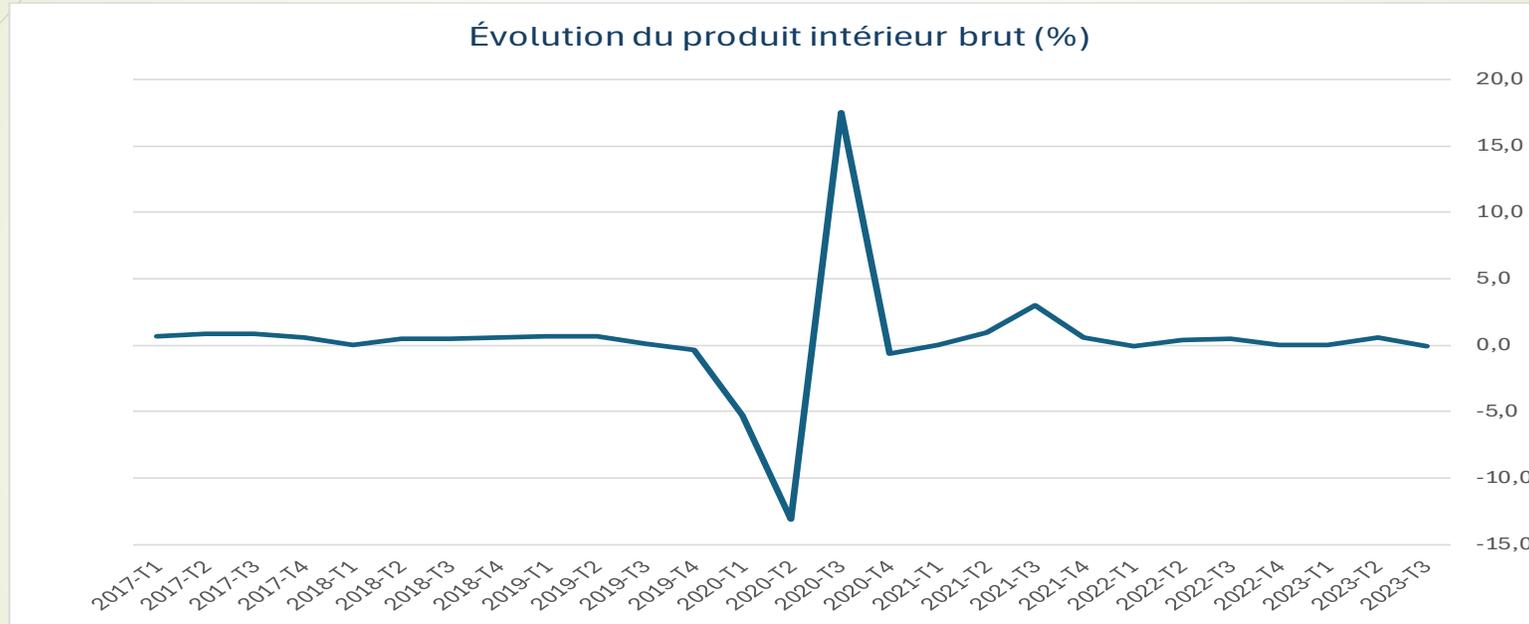
A horizon **2024**, le ralentissement de la croissance économique ainsi que la baisse des soutiens à l'emploi dans les entreprises devraient contribuer à un **ralentissement de l'emploi**.

Données macro-économiques de la France



24

La croissance est plus résiliente qu'attendu



| Croissance en %, moyenne annuelle | Points clés de la projection France | | | | | | | |
|-----------------------------------|-------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 |
| PIB réel | 1,9 | -7,7 | 6,4 | 2,5 | 0,8* | 0,9 | 1,3 | 1,6 |
| IPCH | 1,3 | 0,5 | 2,1 | 5,9 | 5,7 | 2,5 | 1,8 | 1,7 |
| IPCH hors énergie et alimentation | 0,6 | 0,6 | 1,3 | 3,4 | 4 | 2,8 | 2,2 | 1,9 |
| Pouvoir d'achat par habitant | 2,2 | 0 | 2,3 | -0,1 | 0,7 | 0,8 | 0,5 | 0,7 |
| Taux de chômage | 8,5 | 8 | 7,9 | 7,3 | 7,3 | 7,6 | 7,8 | 7,6 |

* : chiffres issus des comptes trimestriels du 30 Novembre 2023

Source : Banque de France ; 19 Décembre 2023

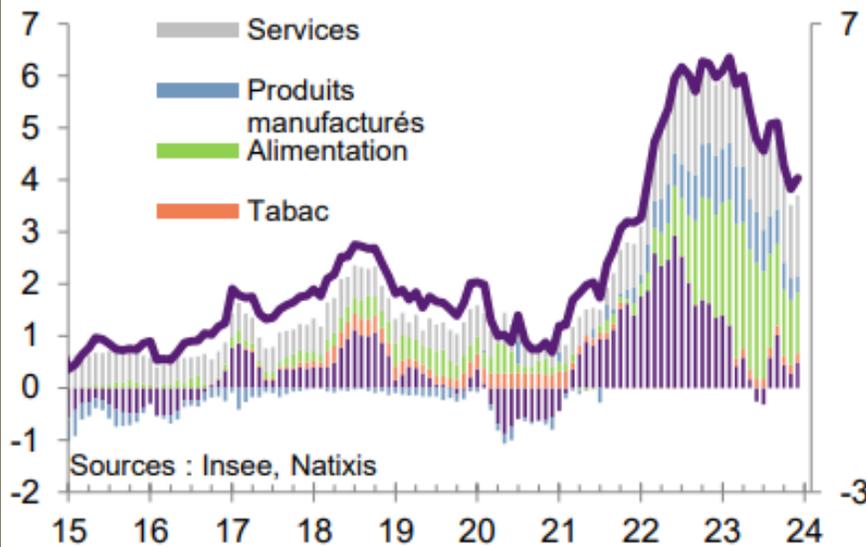
Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Données macro- économiques de la France



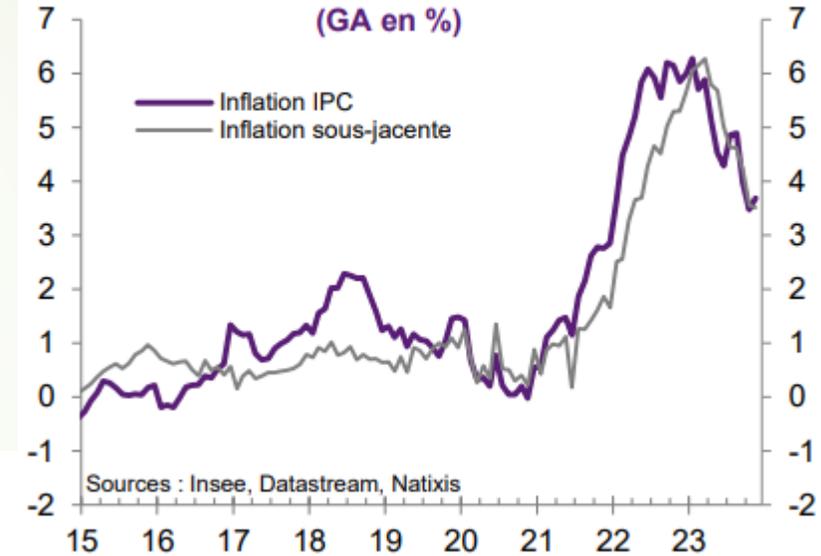
25

France : Inflation et ses composantes
(en % et en point de pourcentage)

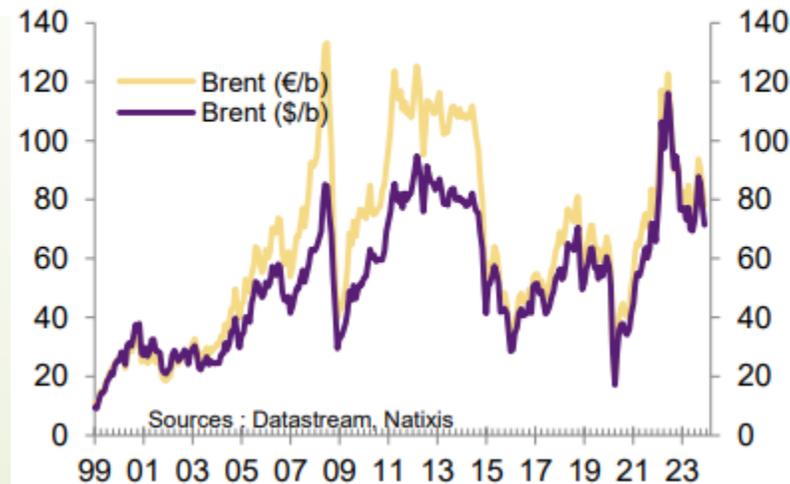


**le ralentissement de l'inflation
devrait se poursuivre**

France : Indice des prix à la
consommation
(GA en %)



Pétrole Prix du baril de Brent



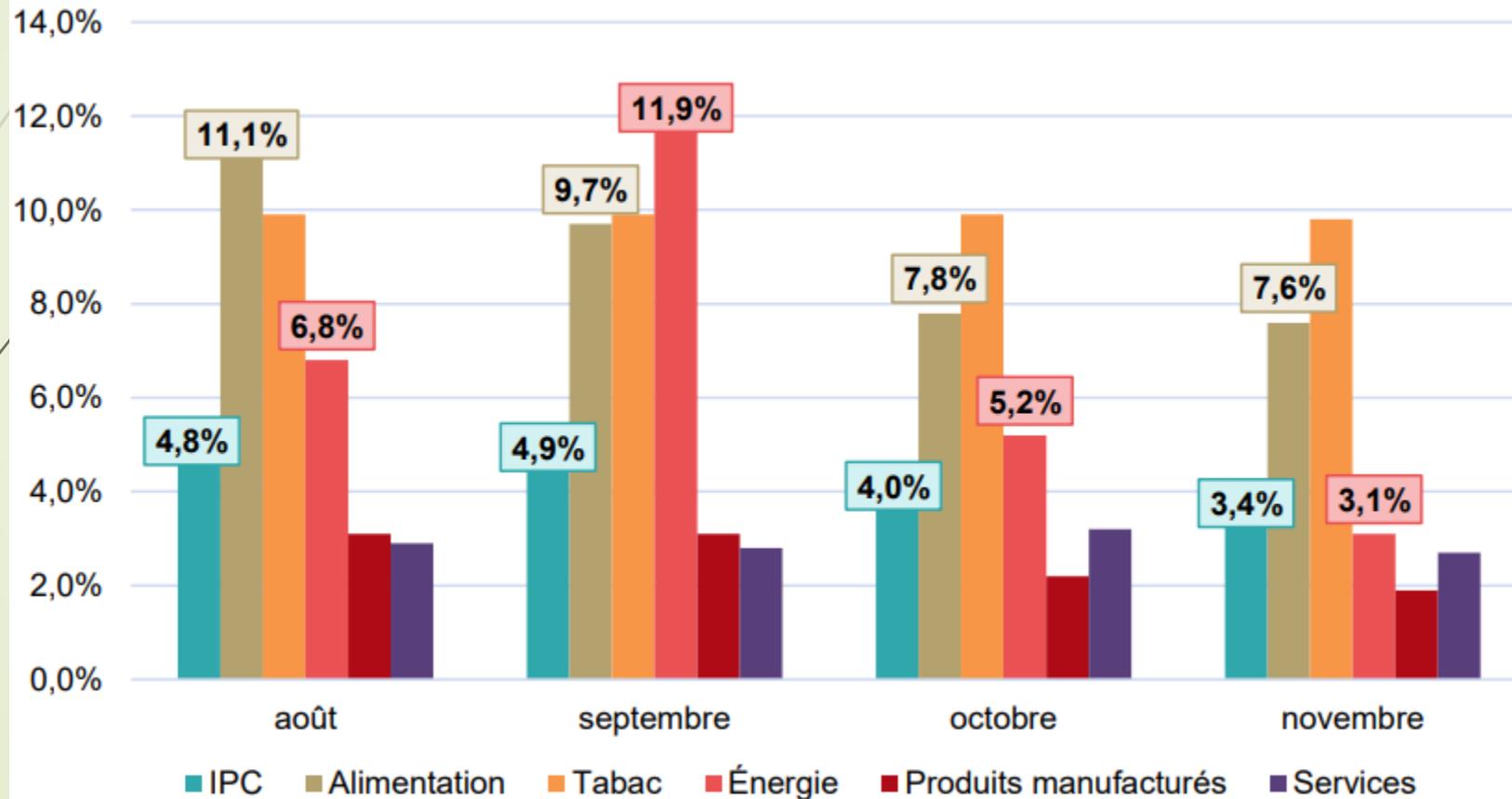
Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Données macro-économiques de la France



26

France : évolution des postes contribuant à l'inflation



Sources : INSEE

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

signature
REYRIEUX

Données macro- économiques de la France



27

Taux actuels du marché

A taux fixe

| | | Propositions bancaires : TAUX FIXE (marges incluses) | | | | | | | | |
|------------------|--|--|--------|--------|--------|--------|-------|---|-------|---|
| BAROMETRE ORFEOR | | Rating emprunteur | 15 ans | 20 ans | 25 ans | 30 ans | | | | |
| | | Très bon | 3,92% | ↓ | 4,05% | ↓ | 4,06% | ↓ | 4,09% | ↓ |
| | | Moyen | 4,15% | ↓ | 4,18% | ↓ | 4,27% | ↓ | 4,32% | ↓ |
| | | Dégradé | 4,25% | ↓ | 4,30% | ↓ | 4,32% | ↓ | 4,50% | ↓ |

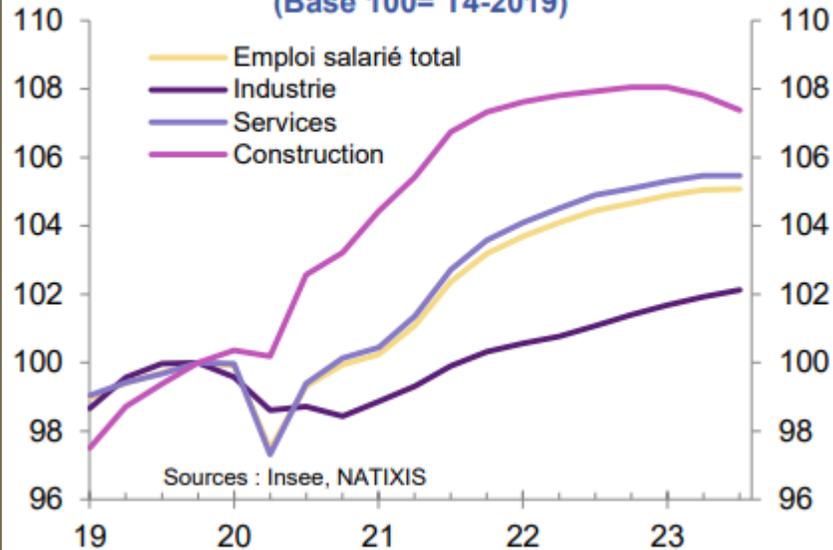
Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Données macro-économiques de la France



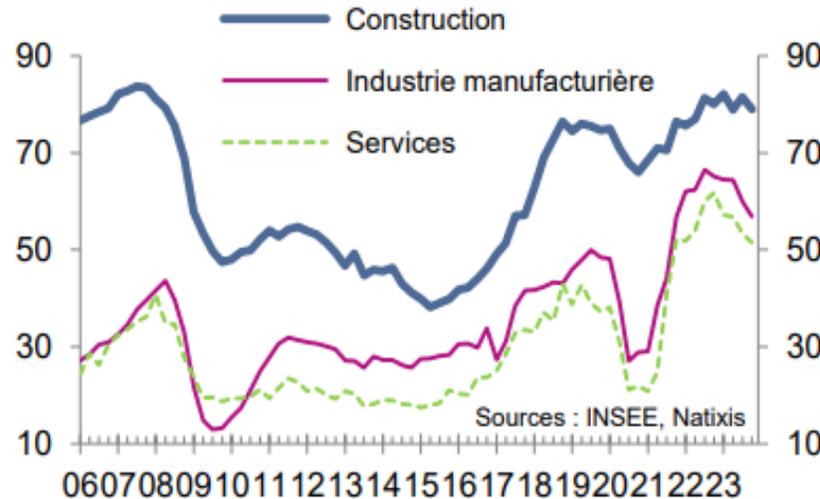
28

France : évolution de l'emploi par secteur
(Base 100= T4-2019)

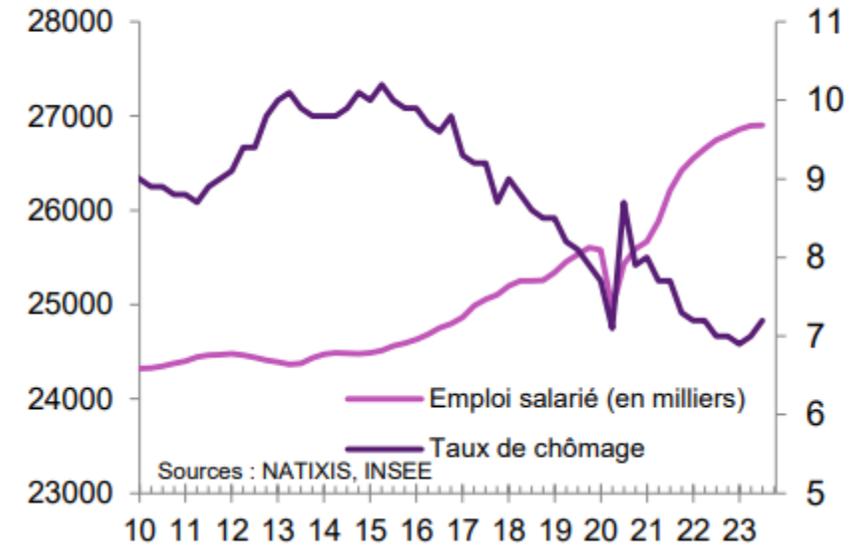


Les perspectives d'emploi restent favorables

France : difficultés de recrutement
(% d'entreprises)



Emploi salarié & taux de chômage



Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

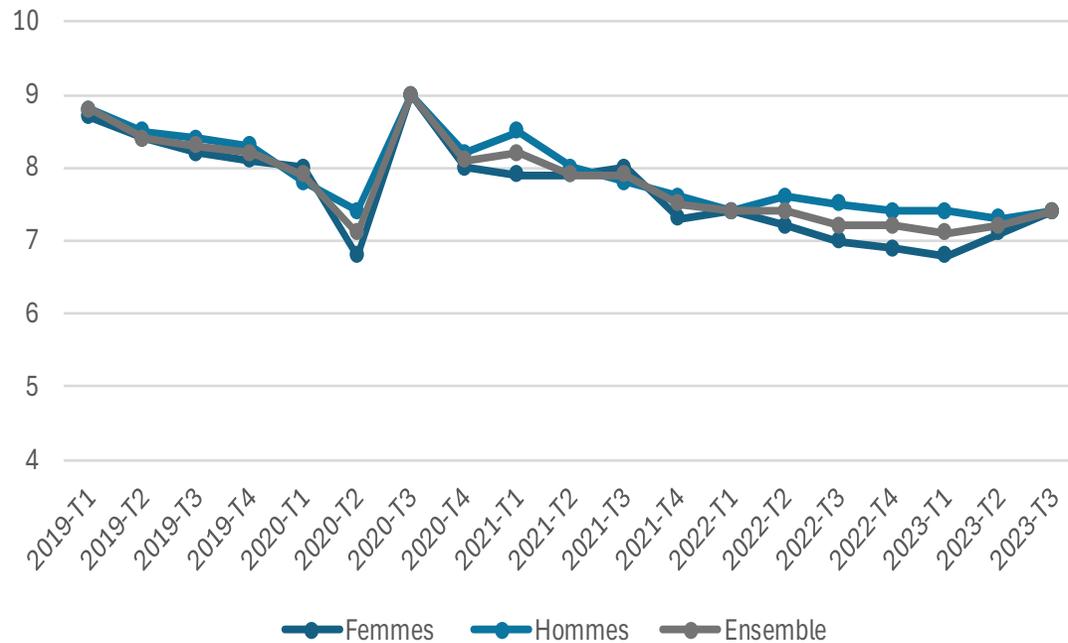
Données macro-économiques de la France



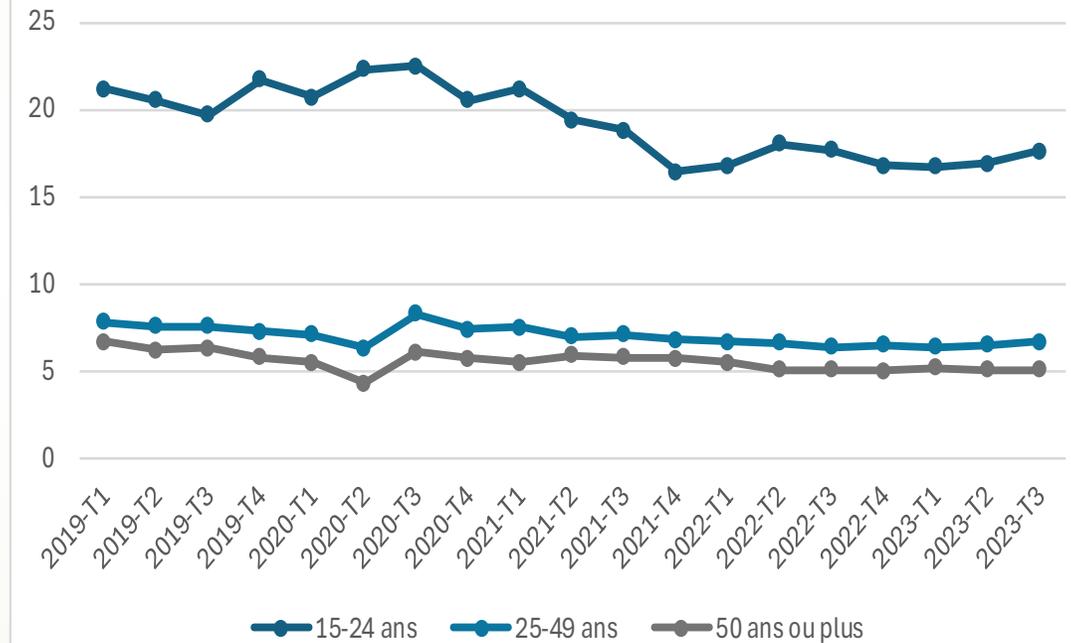
29

Les perspectives d'emploi restent favorables

Taux de chômage selon le sexe (%)



Taux de chômage selon l'âge (%)



Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Données macro- économiques de la France



30

Le rétablissement des finances publiques sera lent

2022, déficit public = -4,7% du PIB contre **-3,1% en 2019**, en raison des mesures de lutte contre l'inflation.

2023, fin des mesures liées aux crises sanitaire et énergétique => **déficit public à -4,9%**

2024, fin du bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité, hausse des salaires des fonctionnaires et le financement de la transition énergétique => **déficit public à -4,4%** du PIB et **- 2,7% à horizon 2027**.

Après un record sans précédent à **114,6% en 2020**, le **ratio dette/PIB a baissé à 111,8% en 2022**. Le gouvernement prévoit une **réduction en 2025** pour atteindre **108,1% en 2027**, bien **en deçà des attentes de la Commission européenne** et **plus lente** que celle des autres grands pays de la zone euro.

De **nouvelles coupes budgétaires structurelles sont à prévoir** pour une réduction significative du déficit public à long terme et pour le rétablissement du ratio dette/PIB sur une trajectoire soutenable, d'autant plus que la **charge de la dette restera élevée sous le double effet de la hausse des taux d'intérêt et de l'augmentation de son encours**

Données macro-économiques de la France

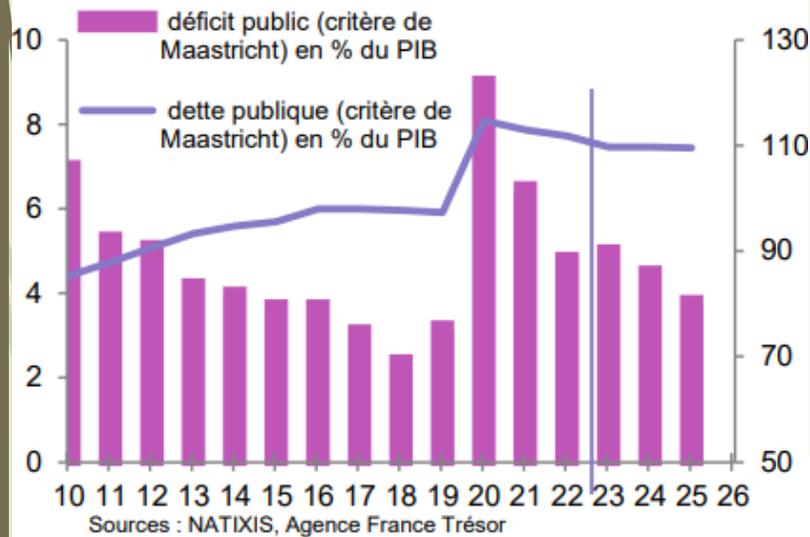


31

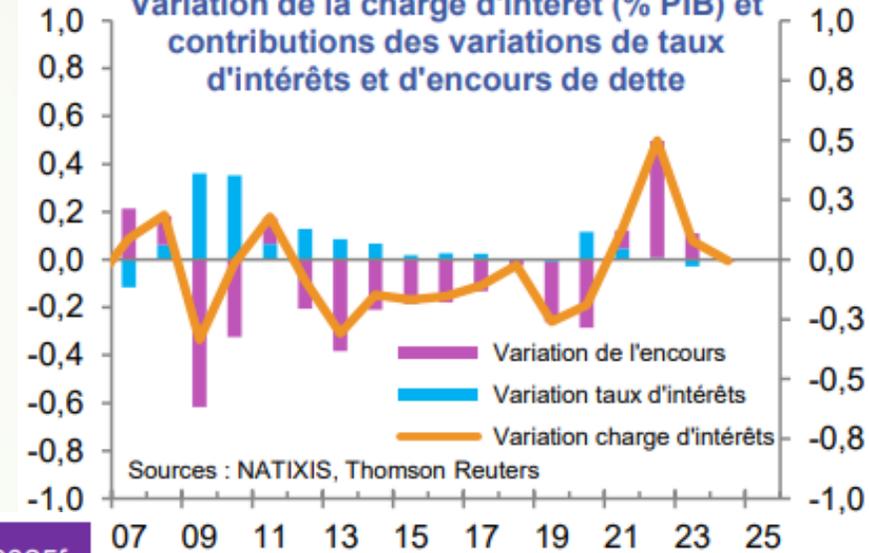
Le rétablissement des finances publiques sera lent

Dettes et déficits publics (% PIB)

Prévisions du gouvernement



Variation de la charge d'intérêt (% PIB) et contributions des variations de taux d'intérêts et d'encours de dette



| Prévisions du gouvernement | | 2022 | 2023f | 2024f | 2025f |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Croissance du PIB réel | %, GA | 2,5 | 0,9 | 1,2 | 1,5 |
| Déficit public | % PIB | -4,7 | -4,9 | -4,4 | -3,7 |
| Recettes publiques | % PIB | 53,5 | 51,0 | 50,9 | 51,3 |
| Dépenses publiques | % PIB | 58,2 | 55,9 | 55,3 | 55,0 |
| Dette publique | % PIB | 111,8 | 109,7 | 109,7 | 109,6 |
| Prélèvements obligatoires | % PIB | 45,4 | 44,0 | 44,1 | 44,4 |

Accusé de réception en préfecture
 001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
 Date de télétransmission : 22/03/2024
 Date de réception préfecture : 22/03/2024



32

Loi de programmation des finances publiques 2023-2027 (LPFP) Loi de finances 2024 (LFI)

Publiées au journal officiel le 30 décembre 2023.

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Signature
REYRIEUX

Loi de programmation des finances publiques 2023-2027 (LPFP)



Son objectif est de calibrer le retour de la France dans les clous européens de déficit et d'endettement. Cette trajectoire vise un **retour du déficit public sous le seuil des 3 % de PIB à l'horizon 2027**.

La **transition écologique** s'impose dans les lois de finances successives. Une série d'amendements rend obligatoire (hors petites communes) une logique de **budget vert**.

La **dette verte** apparaît elle-aussi dans le texte.

En effet, il faut financer ces transitions, alors que les **tensions sur les ressources** (les dotations mais aussi la fiscalité comme la DMTO), **sur les charges** (point d'indice, énergie...) et sur les **taux d'intérêts** limitent le recours à l'emprunt et pèsent sur l'autofinancement



Il faut s'attendre à une sollicitation accrue des collectivités locales

Loi de finances 2024 (LFI)



34

| En Mds € - A périmètre courant | | | | LFI 2024 : 105,2 (LFI 2023 : 103,8) | |
|---|----------------|---|--------------|--|--------------|
| Fiscalité transférée | 38,7 (38,3) | Financement de la formation professionnelle | 0,8 (0,8) | | |
| Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage | | | | 2024 : 68,2 (2023 : 67,2) | |
| Subventions autres ministères | 6 (6) | Dégrèvements législatifs | 4,3 (4,6) | Amendes de police | 0,6 (0,6) |
| | | | | Fonds vert | 2,5 (2) |
| Concours financiers de l'État aux collectivités locales | | | | 2024 : 54,2 (2023 : 53) | |
| Prélèvements sur recettes dont | 45 (45,6) | Mission RCT dont | 4,3 (4,3) | TVA des régions | 5,4 (5,1) |
| DGF | 27,2 | DGD | 1,406 | | |
| FCTVA | 7,1 | DETR | 1,046 | | |
| DCRTP | 2,8 | DSIL Communes et groupements | 0,570 | | |
| Comp. réduction de 50 % des val. loc. des locaux industriels | 4 | DSI Départements | 0,212 | | |
| Dotation régionale d'équipement scolaire | 0,661 | DPV | 0,150 | | |
| Comp. exonérations fiscales | 0,664 | Comp. régions frais de gestion TH | 0,293 | | |

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Signature
REYRIEUX

Loi de finances 2024 (LFI)



35

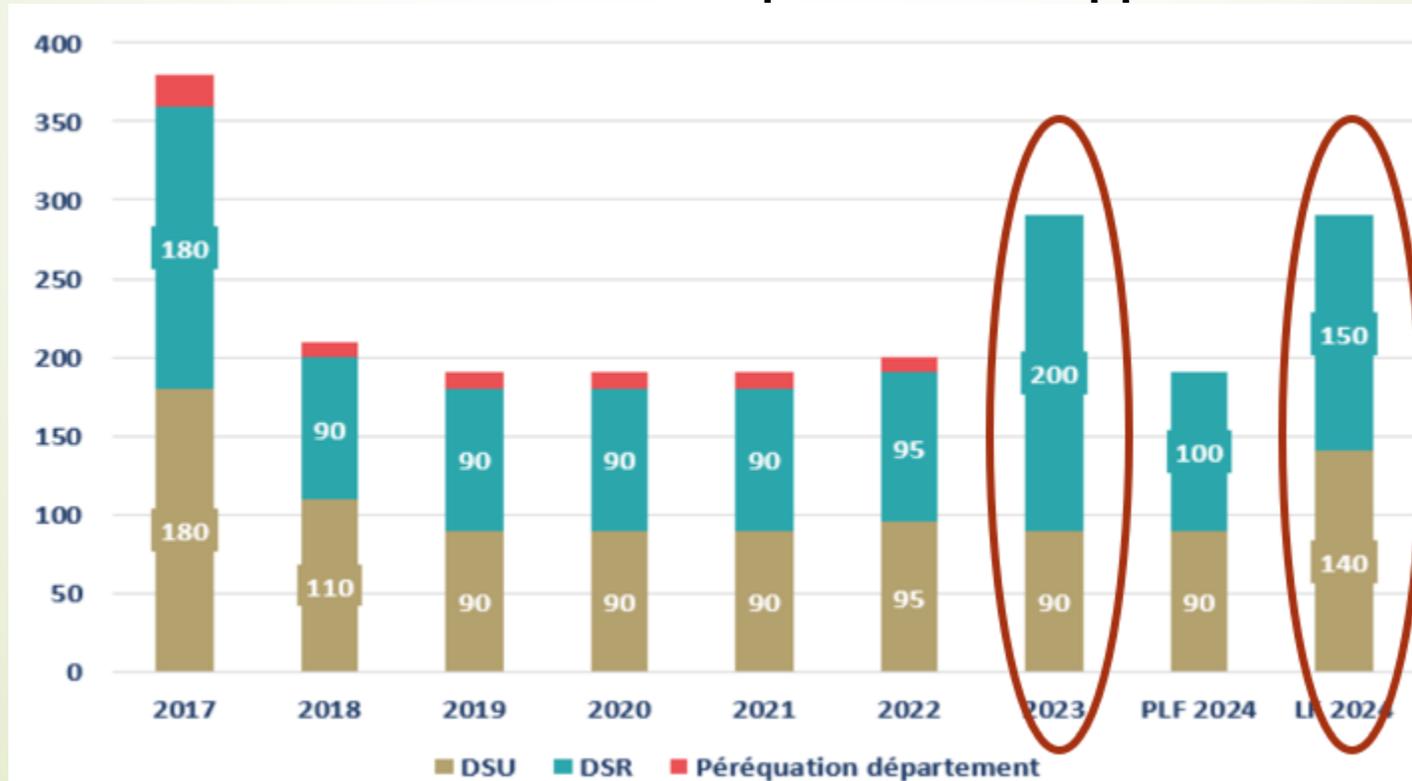
Une DGF en légère hausse, centrée sur la péréquation : 27,2 Mds €.

Abondements modifiés aux dotations

L'enveloppe passe de **26,9 Mds € en 2023** à **27,2 Mds € en 2024**.

Les **320 M€ supplémentaires** ont pour objet de financer la **hausse de la péréquation verticale des communes** pour **290 M€** (abondement de la **DSU** à **140 M€** (contre 90M€ en 2023) et de la **DSR** à **150 M€** (contre 200 M€ en 2023).) et d'abonder à hauteur de **30 M€** la **Dotation d'Intercommunalité (DI)** des EPCI.

Pour 2024, le Gouvernement **reconduit la suspension de l'application de l'écrêtement**.



Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Loi de finances 2024 (LFI)



36

DSR Cible : modification du critère « revenu par habitant »

| FRACTION | ELIGIBILITE |
|-----------------------|--|
| Fraction Bourg Centre | Communes < 10 000 hab. _ Chefs lieu de canton _ Population > 15% de la population du canton _ Bureaux centralisateurs |
| Fraction Péréquation | Communes < 10 000 hab. _ Potentiel financier/hab < PFM/hab des communes de la même strate démographique |
| Fraction Cible | 10 000 premières communes de moins de 10 000 habitants éligibles à au moins l'une des 2 fractions classées selon un IS prenant en compte le potentiel financier moyen (70%) et le revenu moyen par habitant (30%) Calcul revenu moyen sur les 3 derniers exercices |

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Loi de finances 2024 (LFI)

37



Dotation d'intercommunalité des EPCI

Loi de Finances 2024 n'apporte **aucune modification au calcul** de la Dotation d'intercommunalité des EPCI.

Abondement de 90 M€: la dotation passe de **1,683 Mds € à 1,713 Mds €**

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX

Loi de finances 2024 (LFI)



38

Les mesures relatives au FPIC

L'enveloppe globale du FPIC est **maintenue à 1 milliard d'euros**.

Modifications peuvent occasionner une variation du montant du FPIC :

- Des transferts de compétences (impactant le CIF)
- L'évolution de la population DGF
- L'évolution de la carte intercommunale au niveau national

Les variations individuelles pourraient être amplifiées cette année par la réforme des potentiels financiers, utilisés pour la répartition du FPIC.

Le **bloc communal se verra mis à contribution** via sa DCRTP et le FDPTP, tout comme pour les Départements via leur DCRTP.

Répartition 2024 de l'écrêtement des variables d'ajustement :

| Variable d'ajustement | Baisse de l'enveloppe (M€) |
|------------------------|----------------------------|
| FDPTP | -13 M€ |
| DCRTP département | -20 M€ |
| DCRTP Région | - |
| DCRTP Bloc Communal | -14 M€ |
| Dot. Carré Département | - |
| Dot. Carré Région | - |
| TOTAL | -47 M€ |

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Signature
REYRIEUX

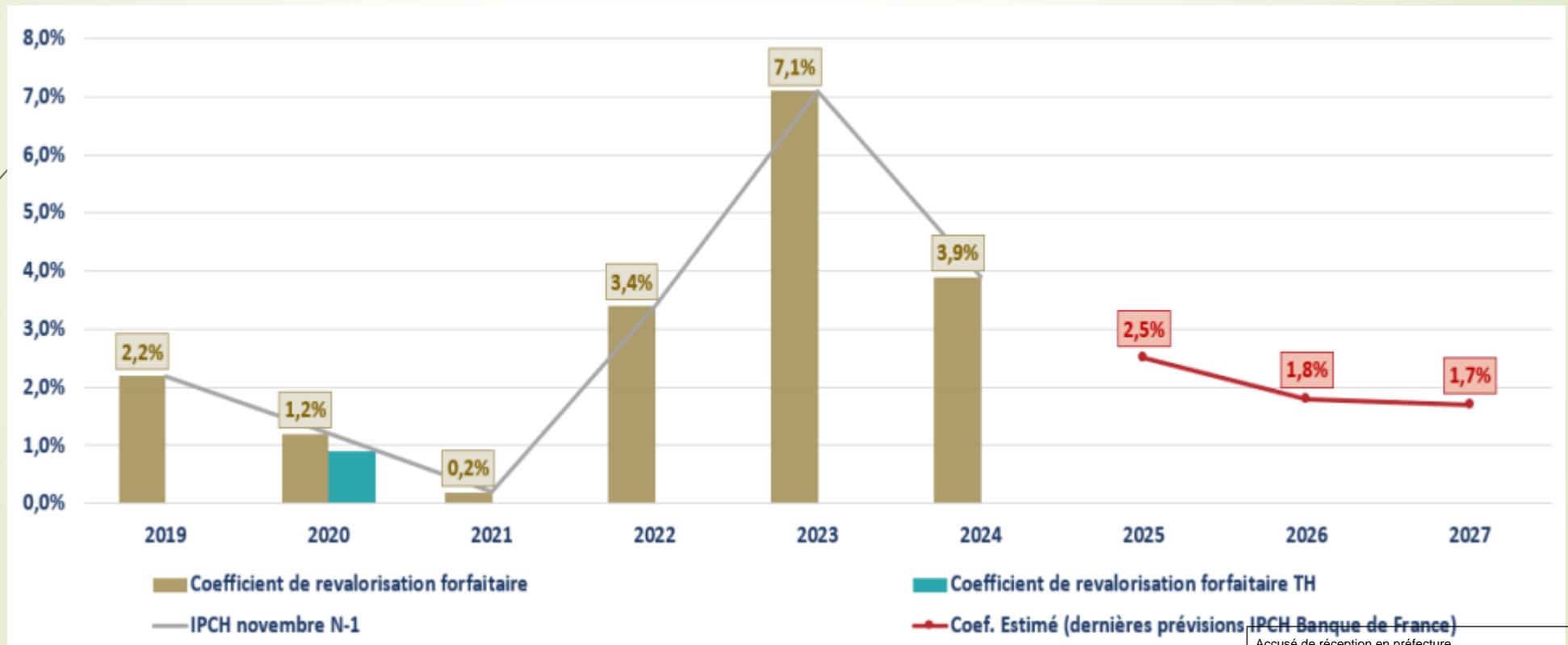
Loi de finances 2024 (LFI)



39

Revalorisation forfaitaire des bases fiscales

L'IPCH de novembre 2023 est ressorti sur un an à **+3.9%**, c'est ce coefficient de **revalorisation forfaitaire des bases fiscales** qui s'appliquera pour l'année 2024



Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Loi de finances 2024 (LFI)



40

Retour sur la suppression de la CVAE

La LF 2023 proposait de procéder à la suppression de la CVAE en deux fois : diminuée de moitié en 2023 pour les entreprises et, en 2024, ces entreprises n'en payaient plus.

Dans la LF 2024 la suppression pour les entreprises s'étalera de 2024 à 2027. Le calendrier reste inchangé pour les collectivités.

| | 2023 | 2024 à 2027 |
|--------------|--|------------------------------------|
| ENTREPRISES | Taux CVAE réduit de moitié | Suppression progressive de la CVAE |
| COLLECTIVITE | Dès 2023, perte de la CVAE et compensations des exonérations de CVAE | |

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Loi de finances 2024 (LFI)



41

Transition écologique et fonds vert

Une enveloppe supplémentaire de 7 milliards € est décidée dans la LFI 2024.

Elle couvre tous les secteurs d'activité et acteurs afin de soutenir les **principaux leviers de planification écologique** :

- la **rénovation des bâtiments et logements** : + 0,8 milliard €
- la **décarbonation des mobilités** : + 1,4 milliard €
- la **préservation des ressources** : + 1,2 milliard €
- la **transition énergétique** : + 1,1 milliard €
- la **compétitivité verte** : + 1,7 milliard €
- le **fonds vert** en faveur des collectivités, avec le verdissement des dotations de soutien à l'investissement local pour les inciter à orienter leurs investissements en faveur de la planification écologique: +0,5 milliard € ramenés à + 0,1 milliard €

Loi de finances 2024 (LFI)



42

Dotations d'investissement

Des enveloppes **maintenues à un niveau historiquement élevé** pour les quatre principales dotations d'investissement

| | 2024 |
|------|---------------------------------------|
| DSIL | 570 M€ + 111M€ de DSIL exceptionnelle |
| DETR | 1,046 Mds€ |
| DPV | 150 M€ |
| DSID | 212 M€ |

De plus, afin d'augmenter les investissements en faveur de la transition écologique, l'État renforce le verdissement de ces dotations. Engagé lors de la LFI pour 2023, Ainsi, la part consacrée à la **transition écologique atteindra 0,5 milliard € en 2024, soit 25 % de ces dotations** (DETR, DSIL et DSID).

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Loi de finances 2024 (LFI)



43

Les autres mesures de l'État à destination des collectivités locales

- Dotation particulière élu local (DPEL) : augmentation de **15 M€**, et suppression du critère de potentiel fiscal
- Une **dotation de 5 millions €** pour le plan national contre les **violences aux élus**
- Fonds de **soutien au développement des activités périscolaires**: maintien du fonds pour les communes restées à une **semaine de 4 jours et demi**
- Dotation pour les **titres sécurisés 100 M€** (contre 52,4 M€ en 2023)
- **Budgets « verts »** dans les communes de **plus de 3 500 habitants**: **nouvelle annexe CA/CFU et nouvelle annexe dette « verte »**. Concernent les dépenses d'investissement et contributions positives ou négatives aux objectifs de transition écologique définis par l'Union européenne. Les modalités d'application seront précisées par décret.
- Maintien du **bouclier tarifaire et de l'amortisseur électricité** mais relèvement du seuil à 250 €/MWh, contre 180 € en 2023. **Suppression du filet de sécurité**
- Hausse du **FCTVA** de **+364 M€** par rapport à 2023 et **extension du périmètre d'éligibilité aux aménagements de terrain**.
- Enveloppe complémentaire pour le plan **France ruralités (+69,5 M€)** ainsi que pour les espaces **France services (+55,7 M€)**.
- La poursuite, du nouveau programme national de renouvellement urbain avec une enveloppe de **50 M€, pour la transformation de plus de 450 quartiers prioritaires de la ville**.
- Dotation de subventions exceptionnelles pour soutenir les **communes en difficulté** est reconduite au même niveau que 2023, soit **10 M€**

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX



44

Débat d'Orientation Budgétaire

Situation financière à fin 2023

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX

Rappel des 4 principaux indicateurs d'alerte

RAPPEL

TAUX D'ÉPARGNE BRUTE

Définition de l'épargne brute : elle se calcule comme la différence entre l'épargne de gestion (RRF – DRF) et les intérêts de la dette.

Elle permet de mesurer la capacité de la collectivité à supporter le remboursement en capital de la dette et sa possibilité de financement, et éventuellement d'investir.

Définition du taux d'épargne brute : Il s'agit de l'épargne brute rapportée aux recettes réelles de fonctionnement



Critique si < 10% RRF
Conseillé > 20% RRF

TAUX EPARGNE NETTE

Définition : elle se calcule comme la différence entre l'épargne brute et le remboursement en capital de la dette.

Elle permet de mesurer la capacité de la collectivité à réaliser des investissements avec son autofinancement et sans avoir recours à l'emprunt



Critique si < 0
Conseillé > 10% RRF

CAPDES

Définition de la capacité de désendettement : Elle se calcule en divisant l'encours de dette d'une collectivité par son épargne brute.

Elle permet de déterminer le nombre total d'années nécessaires pour rembourser le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre toute son épargne brute.



Critique si > 10 ans
Conseillé entre 5 et 8 ans

TAUX REMBTS / CAF brute

Définition : Elle se calcule en divisant les remboursements en capital par l'épargne brute.

Elle permet de déterminer la part de l'épargne consacrée au remboursement des emprunt



Critique si > 100%
Conseillé < 50-60%

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Signature
REYRIEUX

Débat d'Orientation Budgétaire Compte Administratif provisoire 2023

Compte Administratif 2023 provisoire

47

Section fonctionnement

| Chapitres | LIBELLES CHAPITRES | CA 2023 | CA 2022 | Ecart CA 2023/ CA 2022 | %Ev CA 2023/CA 2022 |
|---|--|------------------|------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 13 | Atténuations de charges | 33 488 | 7 679 | 25 809 | 336,1% |
| 70 | Produits et services | 349 424 | 142 146 | 207 278 | 145,8% |
| 73 | Impôts et taxes | 4 371 643 | 4 605 229 | - 233 586 | -5,1% |
| 74 | Dotation et participations globale de fonctionnement | 484 793 | 511 010 | - 26 217 | -5,1% |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 86 243 | 103 253 | - 17 010 | -16,5% |
| | Total recettes gestion courante | 5 325 590 | 5 369 317 | - 43 727 | -0,8% |
| 77 | Produits exceptionnels | 104 996 | 31 155 | 73 841 | 237,0% |
| | Total recettes réelles de fonctionnement | 5 430 586 | 5 400 471 | 30 115 | 0,6% |
| 2 | Résultat de fct reporté ou anticipé | 1 641 808 | 982 857 | 658 951 | 67,0% |
| | Total recettes de fonctionnement cumulées | 7 072 573 | 6 383 507 | 689 066 | 10,8% |
| TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 11 | Achats et charges à caractère général | 1 242 729 | 990 883 | 251 846 | 25,4% |
| 12 | Charges de personnel | 2 015 779 | 1 938 585 | 77 195 | 4,0% |
| 65 | Autres charges de gestion courantes | 568 516 | 512 050 | 56 466 | 11,0% |
| 14 | Atténuation de produit | 84 672 | 115 605 | - 30 933 | -26,8% |
| | Total dépenses de gestion courante | 3 911 696 | 3 557 122 | 354 574 | 10,0% |
| 66 | Charges financières | 55 598 | 63 470 | - 7 872 | -12,4% |
| 67 | Charges exceptionnelles | 1 510 | 99 | 1 411 | 1419,3% |
| 22 | Dépenses imprévues | - | - | - | - |
| | Total dépenses réelles de fonctionnement | 3 968 804 | 3 620 692 | 348 112 | 9,6% |
| 42 | Opérations d'ordre (amortissement, cession immos) | 121 976 | 94 593 | 27 382 | 28,9% |
| | Total dépenses de fonctionnement | 4 090 780 | 3 715 285 | 375 495 | 10,1% |

**Recettes resto
scolaire
+171K€ et
Galet + 30 K€**

**Ecart DMT0
-373 K€**

**Ecart Gaz
+ 97 K€,
entretiens
divers + 50K€
Alimentation
resto scolaire
+ 50 K€**

**+4% K€ dont
augmentatio
ns indice et
resto scolaire**

**Dont
subventions
assos + 60K€
(périscolaire)**

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-2024
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

IRE

Compte Administratif 2023 provisoire

Section investissement

48

| Chapitres | LIBELLES CHAPITRES | CA 2023 | CA 2022 | Ecart CA 2023/ CA 2022 | %Ev CA 2023/CA 2022 |
|--|--|------------------|------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT | | | | | |
| 13 | Subventions d'investissements | 279 636 | 383 688 | - 104 053 | -27% |
| | Total recettes d'équipement | 279 636 | 383 688 | - 104 053 | -27% |
| 10 | Dotations , fonds divers et réserves | 1 520 348 | 320 502 | 1 199 846 | 374% |
| #### | Excédents de fonctionnement capitalisé | 1 026 413 | 1 245 223 | - 218 810 | -18% |
| 24 | Produits de cessions d'immobilisation | - | - | - | |
| | Total recettes financières | 2 546 761 | 1 566 575 | 980 186 | 63% |
| | Total recettes réelles d'investissement | 2 826 397 | 1 950 263 | 876 133 | 45% |
| 21 | Virement de la section fonctionnement | - | - | - | |
| 40 | Ordres transfert entre sections (amortissements immos) | 122 976 | 94 593 | 28 382 | 30% |
| | Total recettes d'investissement cumulées | 2 949 373 | 2 044 857 | 904 516 | 44% |
| | Reste à réaliser | 71 887 | 110 000 | - 38 113 | -35% |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | | | | |
| 0-21-23 | Total dépenses d'équipements | 1 320 467 | 1 232 228 | 88 239 | 7,2% |
| #### | Remboursements d'emprunts et dettes (capital) | 586 930 | 590 930 | - 4 000 | -0,7% |
| 165 | Dépôts et cautionnements | 850 | 850 | - | 0,0% |
| 20 | Dépenses imprévues | - | - | - | |
| | Total dépenses financières | 587 780 | 591 949 | - 4 169 | -0,7% |
| | Total dépenses réelles d'investissement | 1 908 247 | 1 824 176 | 84 070 | 4,6% |
| | Total dépenses d'investissement | 1 908 425 | 1 824 354 | 84 070 | 4,6% |
| 1 | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé | 861 062 | 1 081 565 | - 220 503 | -20,4% |
| | Total dépenses d'investissement cumulées | 2 769 487 | 2 905 919 | - 136 432 | -4,7% |
| | Reste à réaliser | 900 600 | 275 351 | 625 249 | 227,1% |

+ 71,9 K€ en
RAR

Dont TA Lidl
+ 1134 K€

+ 900,6 K€ en
RAR

Remboursem
ents capital
emprunts

Accusé de réception en préfecture
001-210103022-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

REYRIEUX

Compte Administratif 2023 provisoire

49

Epargnes - résultats - ratios

Dont TA Lidl
+ 1134 K€

| EPARGNES et RATIOS | CA 2023 | CA 2022 | Ecart CA 2023/ CA 2022 | %Ev CA 2023/CA 2022 |
|--|------------------|------------------|---------------------------|------------------------|
| EPARGNE DE GESTION | 1 413 894 | 1 812 194 | - 398 300 | -22,0% |
| EPARGNE BRUTE | 1 461 782 | 1 779 780 | - 317 998 | -17,9% |
| EPARGNE NETTE | 874 853 | 1 188 850 | - 313 998 | -26,4% |
| TAUX EPARGNE BRUTE (yc except et hors amortissements) | 27% | 33% | -6% | -18,3% |
| % frais de personnel / DRF | 51% | 54% | -3% | -5,1% |

| RESULTATS et RATIOS | CA 2023 | CA 2022 | Ecart CA 2023/ CA 2022 | %Ev CA 2023/CA 2022 |
|--|------------------|------------------|---------------------------|------------------------|
| RESULTAT D'EXERCICE | 2 379 932 | 1 905 867 | 474 065 | 25% |
| RESULTAT DE CLOTURE | 2 331 965 | 1 641 808 | 690 157 | 42% |
| FONDS DE ROULEMENT | 3 160 678 | 1 807 159 | 1 353 519 | 75% |
| ANNUITES | 642 527 | 654 399 | - 11 872 | -1,8% |
| ENCOURS de la DETTE au 31/12/N | 2 104 282 | 2 691 211 | - 586 930 | -21,8% |
| CAPACITE DE DESENDETTEMENT (5-7ans - max 10 ans) | 1,4 | 1,5 | - 0 | -4,8% |
| PART REMBOURSEMENTS / EPARGNE BRUTE (50-60%) | 40% | 33% | 7% | 20,9% |

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Conclusion : situation financière de la commune fin 2023

50

En **2023** la situation financière de la commune **s'est dégradée légèrement** par rapport à 2022

Les causes : l'inflation et la hausse des taux d'intérêts qui génèrent un frein des transactions immobilières. On constate alors:

- Une **baisse des recettes réelles de fonctionnement** en grande partie due à une baisse importante de la **DMTO $\approx -373,7$ K€ soit -61%** (≈ 240 K€ en 2023 vs 614 K€ en 2022)
- Une **augmentation importante des dépenses réelles de fonctionnement : $+9,6\%$ soit $\approx +348$ K€**
 - **$+25,4\%$** des charges à caractère général soit $\approx +251,8$ K€
 - **$+76\%$** sur l'énergie (gaz) soit $\approx +97,5$ K€
 - **$+162\%$** d'alimentation pour le resto scolaire en année pleine soit **$+81,8$ K€**
 - **$+18,3\%$** Entretiens divers soit **$+54,7$ K€**
 - **$+4\%$** de frais de personnel (personnel du resto scolaire en année pleine et augmentation du point d'indice de 3% en juillet 2022 et 1,5 % en juillet 2023...)



- Nous devrions dégager néanmoins une **épargne brute** d'environ **$1,4$ M€** et une **épargne nette** de plus de **$0,8$ M€** après remboursement des **587 k€** du capital de la dette
- A cela il faut rajouter des **subventions d'équipements** de plus de **280 K€**, la **taxe d'aménagement et le FCTVA** pour **390 K€**



- Ceci nous a permis d'investir pour plus de **$2,22$ M€** (y compris les RAR)



Débat d'Orientation Budgétaire Rétro-prospective 2021-2028

Prospective

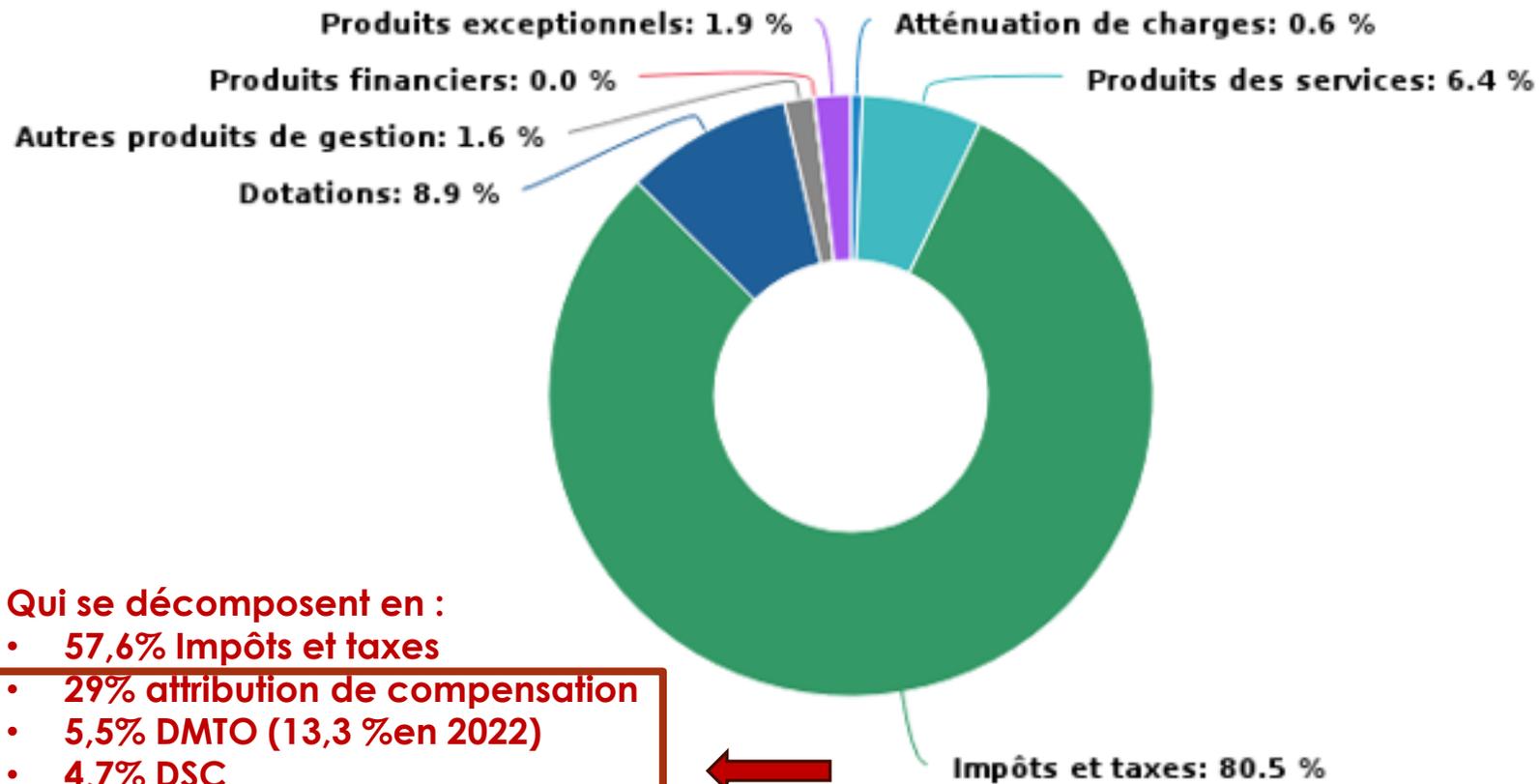
- L'objectif de la prospective est d'appréhender la **capacité d'investissement** de la commune de Reyrieux **sur le mandat**
- Les principaux projets du mandat sont **répertoriés, priorisés, hiérarchisés, chiffrés**
- Les montants indiqués sont des **hypothèses ou des estimations**, il faut donc vérifier si elles se confirment et les **réajuster chaque année** en fonction du contexte rencontré
- **Attention: les retro-prospectives comparent des CA de 2021 à 2023 et des prévisions de 2024 à 2028**

Contexte à fin 2023 et hypothèses de la prospective 2024-2028

Point sur structure recettes réelles de fonctionnement

54

Structure des recettes réelles de fonctionnement



Qui se décompose en :

- 57,6% Impôts et taxes
- 29% attribution de compensation
- 5,5% DMTO (13,3 % en 2022)
- 4,7% DSC
- 3% Taxes électricité

Pas de maîtrise de la commune

La commune n'a la maîtrise que de 54% des recettes réelles de fct dont 46% avec les taxes foncières (soit ≈2,5 M€)

Incendie => perte
de 470 K€ de TF en
2021 compensés
par
l'augmentation du
taux de TFB

Point fiscalité

1326 K€ de
perte de base
de TFB liée à
l'incendie de
2021

| | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Base nette TH | < | 5 808 941 | 5 967 175 | 203 820 | 210 750 | 225 713 | 234 742 | 239 437 | 244 226 |
| Base nette FB | | 8 023 901 | 8 267 066 | 6 948 738 | 7 184 995 | 7 695 130 | 8 002 935 | 8 162 994 | 8 326 254 |
| Base nette FNB | | 90 663 | 90 855 | 91 791 | 94 912 | 101 651 | 105 717 | 107 831 | 109 988 |
| Produit TH | < | 849 267 | 872 401 | 29 798 | 30 812 | 32 999 | 34 319 | 35 006 | 35 706 |
| Produit FB | | 1 245 309 | 1 283 049 | 2 246 214 | 2 330 062 | 2 511 109 | 2 620 349 | 2 677 154 | 2 735 095 |
| Produit FNB | | 39 946 | 40 031 | 48 668 | 50 322 | 53 895 | 56 051 | 57 172 | 58 316 |
| Produit fiscal | | 2 134 522 | 2 195 481 | 2 324 680 | 2 411 196 | 2 598 003 | 2 710 719 | 2 769 332 | 2 829 117 |

Pas d'augmentation de la fiscalité prévue en 2024 ni 2025

Prospective 2024 – 2028

Hypothèses générales projetées

Hypothèses générales recettes de fct

-164 K€ en 2024 soit -3%/2023 puis +1% en 2025, +7,4% en 2026, +1% en 2027 et +5,8% en 2028

Atténuation de charges :

35K€ en 2024 (agent en LM) puis 10 K€ ensuite

Produits et services:

320K€ en 2024 puis + 6,3% en 2025 , + 0,1% ensuite

Impôts et taxes:

TF : pas de hausse des taux en 2024 et 2025 – Hausse des bases de 3,9% en 2024 mais 2% avec locaux industriels, +1% en 2025, +7,4 % en 2026 (hausse du taux de 15%), + 1% en 2027, +5,8% (dont + 300 K€ Lidl) en 2028

DSC: 200 K€ en 2024, 200 K€ les années suivantes

Taxes pylônes : 20K€ en 2024 puis +2,1% en 2025, +2,1% en 2026, +1,8% en 2027, +1,7% en 2028

TCFE : 120 K€/an et stable ensuite

DMTO : 240 K€/an et stable (retournement du marché immobilier depuis 2023)

Dotations et participations globales de fct

Dotation forfaitaire : 69 K€ en 2024, puis stable

DSR : 80K€ en 2024 puis +5,2% en 2025, +0,8% ensuite

FCTVA : entre 9 et 10 K€ /an

Autres produits de gestion courante

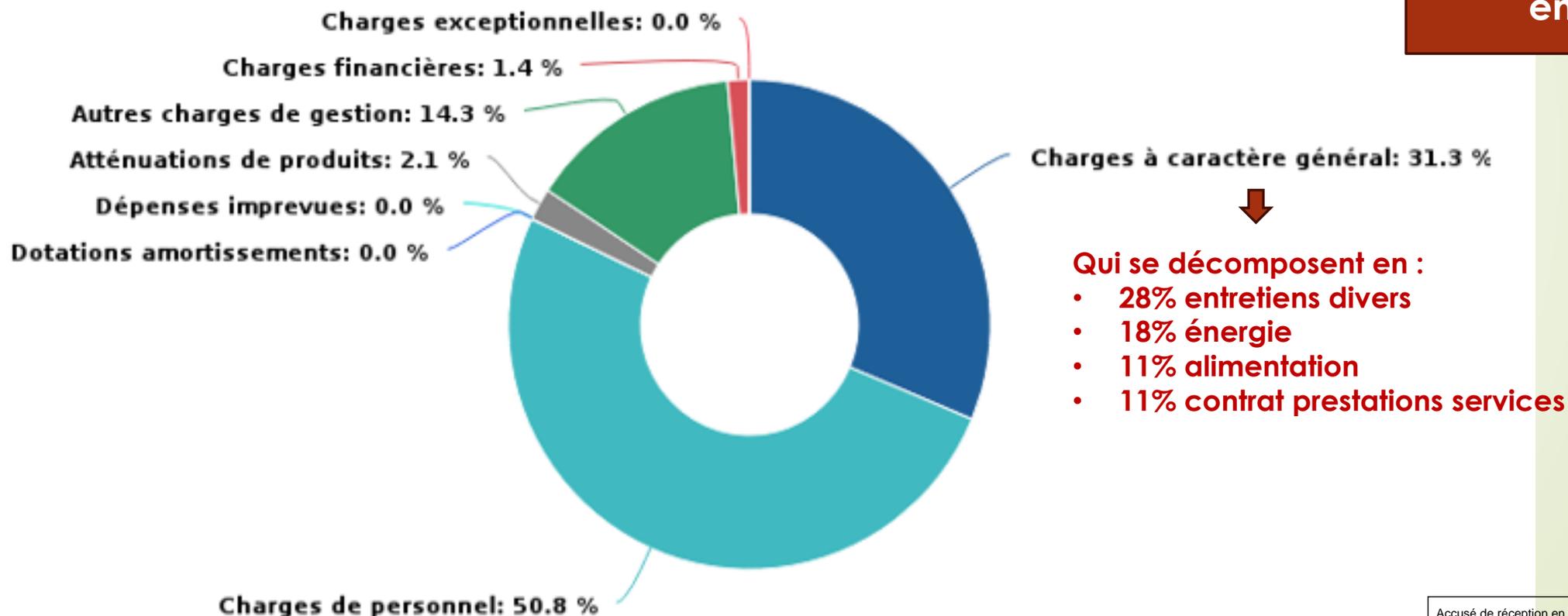
41 K€ en 2024 puis +2,1% en 2025, +2,1% en 2026, +1,8% en 2027, +1,7%

Point sur structure dépenses réelles de fonctionnement

57

54% de part de dépenses réelles de fonctionnement sont dites rigides en 2023

Structure des dépenses réelles de fonctionnement



Evolution charges autres que frais de personnel

58

+25,4% en 2023/2022
soit **+252,8K€** dont:
+ 97 K€ de Gaz,
+ 50K€ entretiens divers
+ 50 K€ alimentation resto scolaire

+26% en 2024/2023
soit **+323K€** dont:

100K€ de sécurité

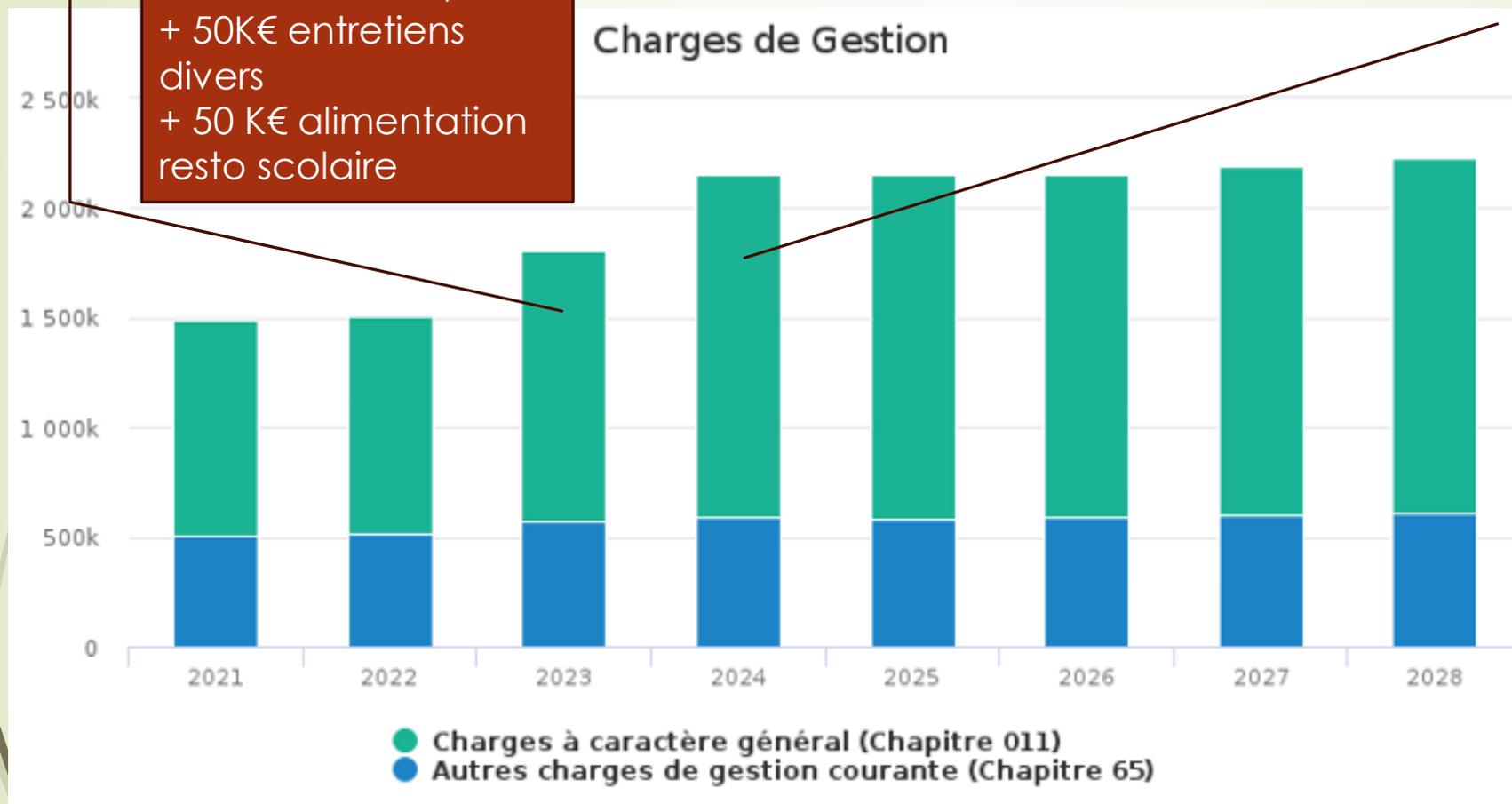
+94K€ pour énergies (+41,7%)

+ 20K€ presta service (Vidéoprotection)

+36K€ entretiens divers

+12,6K€ assurance multirisques

+14,7K€ honoraires PLU



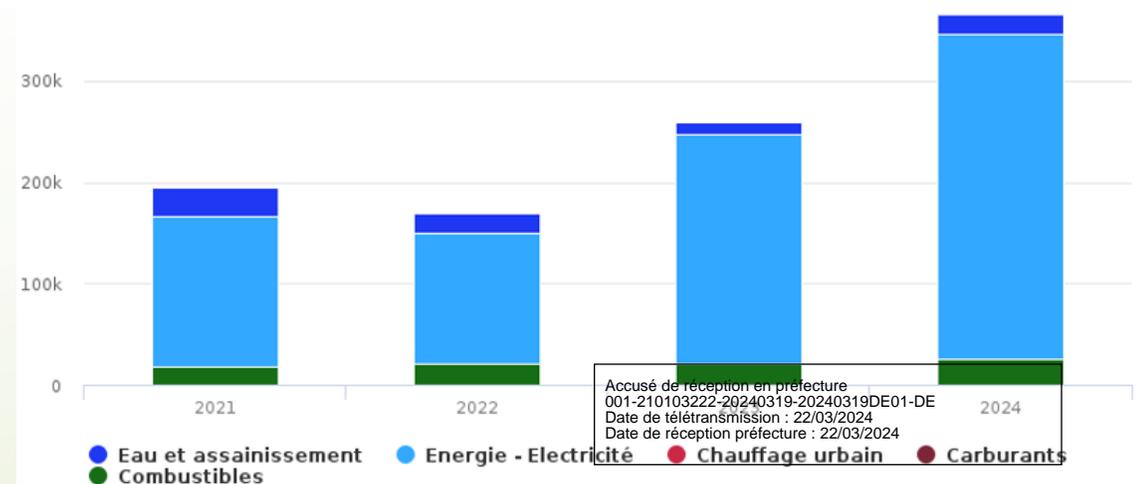
Attention: comparaison d'un CA (exécution) et d'un BP (prévisions)

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Zoom sur dépenses de fluides

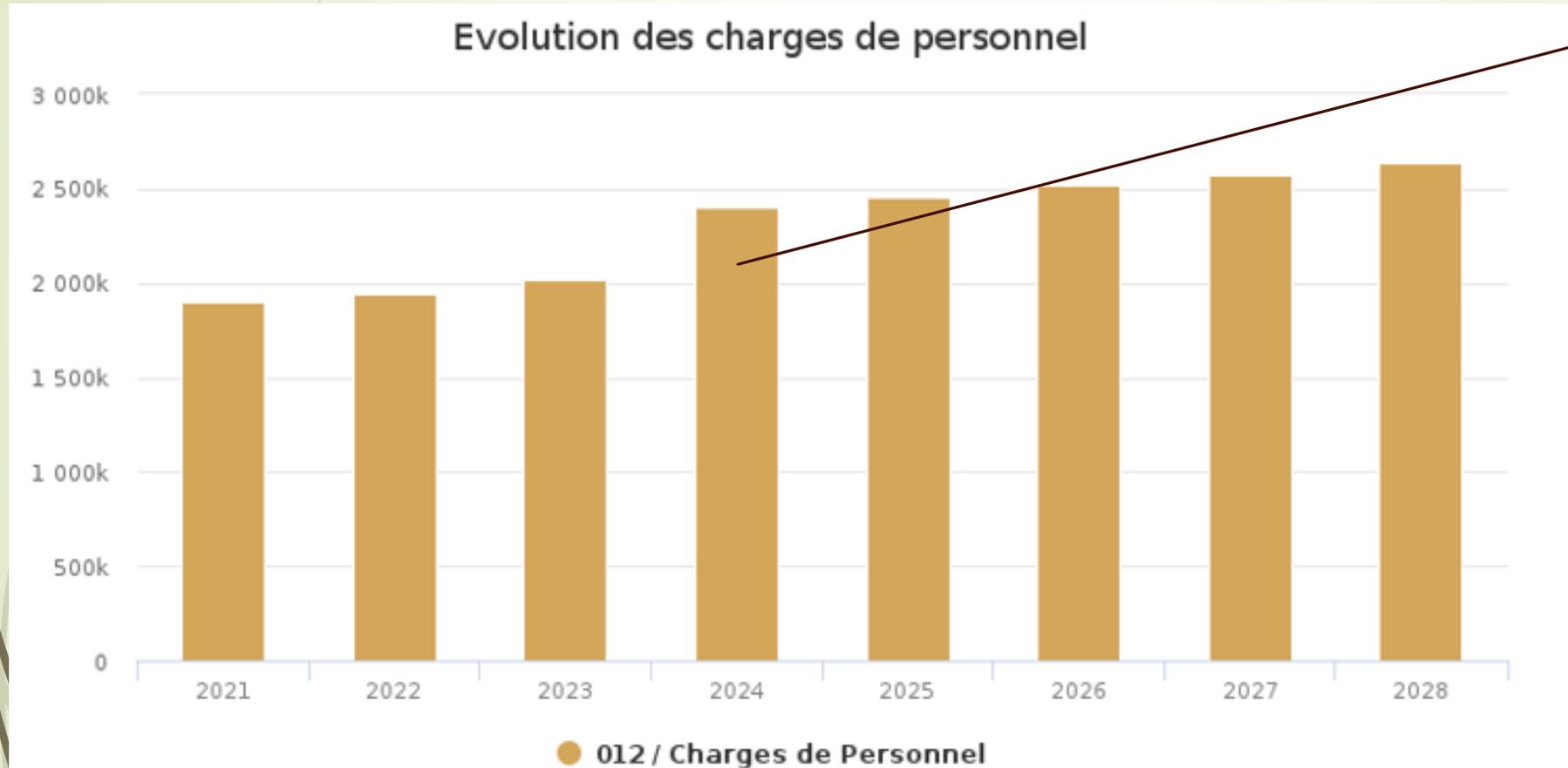
| Année | 2021 CA | 2022 CA | 2023 BP | 2023 Réalisé | 2024 BP | BP 2023 – BP 2024 % |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------|
| Eau et assainissement | 27 824 € | 19 204 € | 23 400 € | 12 719 € | 20 000 € | -14,53 % |
| Énergie – Électricité Chauffage urbain | 149 021 € | 129 060 € | 350 000 € | 226 516 € | 321 000 € | -8,29 % |
| Carburants - Combustibles | 17 367 € | 20 695 € | 30 300 € | 20 430 € | 25 200 € | -16,83 % |
| Total dépenses de fluides | 194 212 € | 168 959 € | 403 700 € | 259 665 € | 366 200 € | -9,29 % |

Attention: comparaison de CA (exécution) et de BP (prévisions)



Evolution des frais de personnel

60



**+19% en
2024/2023 soit
+383K€ dont:**

+58K€ des 3%
augmentation de
l'indice en 07/2023

12 départs
remplacés fin 2023
sans tuilage,

+ 3 recrutements:
1 assistante RH,
1 responsable action
sociale
1 responsable CTM

Attention: comparaison d'un CA (exécution) et d'un BP (prévisions)

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Prospective 2024 – 2028

Hypothèses générales projetées

Hypothèses générales dépenses de fct

Attention : coûts de fonctionnement non chiffrés pour futurs investissements

+880 K€ en 2024 soit +22% / 2023 puis +0,7% en 2025, -0,3% en 2026, + 4,1% en 2027, +1,8% en 2028

Charges à caractères générales :

+26% en 2024/2023 soit **+323K€** dont 100K€ de sécurité, +94K€ pour énergies (+41,7%), + 20K€ presta service (Vidéoprotection), +36K€ entretiens (divers, +12,6K€ assurance multirisques ,+14,7K€ honoraires PLU, puis +1,7% en 2025, +2% en 2026, +1,8 % en 2027 et +1,7% en 2028

Charges personnel :

+19% en 2024/2023 soit **+383K€** dont +58K€ des 3% augmentation de l'indice, 12 départs remplacés fin 2023 sans tuilage, + recrutement RH et responsable action sociale et responsable CTM, puis +2,5% en 2025, +2,5% en 2026, +2,3% en 2027, +2,2% en 2028

Charges des gestion courantes et atténuation de produit :

SIEA: +42 K€ en 2024 puis +2% en 2025, +2,1% en 2026, +1,8 % en 2027 et +1,7% en 2028

Subventions associations + CCAS : + 11% en 2024 (soutien centre social Espace Talançonnais) puis -2,8% en 2025, +2,1% en 2026, +1,8% en 2027, 1,7% en 2028

Rémunération élus et autres : +13 K€ en 2024 (augmentation indice et avec 6 adjoints) puis +2,1% en 2025, +2,1% en 2026, +1,8 % en 2027 et +1,7% en 2028

SRU: 108 K€ (+35%) en 2024 idem en 2025 puis 40 K€ en 2026 et 60 K€ ensuite (subvention

FPIC: 45 K€ en 2024 puis 30 K€ / an

Charges financières

42 K€ en 2024, 30 K€ en 2025, 19 K€ en 2026, 101K€ en 2027 et 95K€ en 2028

Charges exceptionnelles : 100K€

Rétro-prospective 2021 – 2028

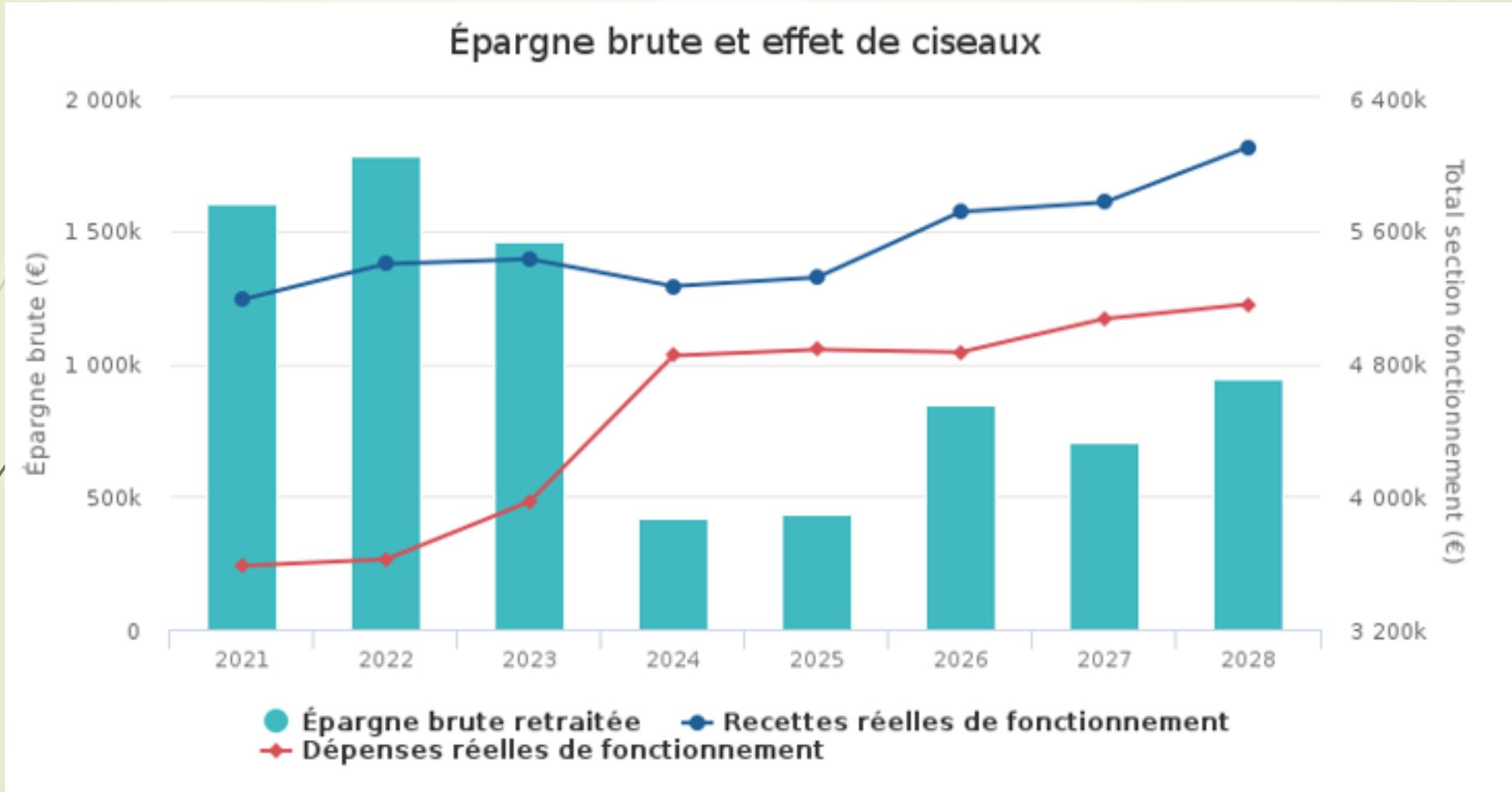
Section de fonctionnement

62

| SECTION DE FONCTIONNEMENT | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 5 186 085 | 5 400 471 | 5 430 586 | 5 266 310 | 5 318 812 | 5 714 682 | 5 771 405 | 6 104 879 |
| ATTENUATIONS DE CHARGES | 35 001 | 7 679 | 33 487 | 35 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| PRODUIT DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIV | 56 288 | 142 146 | 349 423 | 320 000 | 340 210 | 340 424 | 340 612 | 340 792 |
| IMPÔTS ET TAXES | 4 392 307 | 4 605 229 | 4 371 643 | 4 406 330 | 4 458 213 | 4 851 915 | 4 906 609 | 5 238 151 |
| DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 606 574 | 511 009 | 484 792 | 463 980 | 468 528 | 469 600 | 470 672 | 471 683 |
| AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 70 222 | 103 252 | 86 242 | 41 000 | 41 861 | 42 739 | 43 509 | 44 248 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 25 693 | 31 154 | 104 995 | - | - | - | - | - |
| TOTAL RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | 178 | 178 | 178 | - | - | - | - | - |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 5 186 263 | 5 400 649 | 5 430 764 | 5 266 310 | 5 318 812 | 5 714 682 | 5 771 405 | 6 104 879 |
| EXCEDENT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 719 721 | 982 857 | 1 641 808 | 796 363 | 350 525 | 350 525 | 384 441 | 357 804 |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 3 582 114 | 3 620 691 | 3 968 804 | 4 848 326 | 4 884 559 | 4 869 159 | 5 069 904 | 5 158 706 |
| CHARGES A CARACTERE GENERAL | 979 154 | 990 883 | 1 242 728 | 1 565 962 | 1 575 515 | 1 563 347 | 1 590 948 | 1 617 484 |
| CHARGES DE PERSONNEL | 1 895 983 | 1 938 584 | 2 015 779 | 2 398 670 | 2 458 636 | 2 520 102 | 2 578 065 | 2 634 782 |
| ATTENUATIONS DE PRODUITS | 106 560 | 115 604 | 84 672 | 153 000 | 138 000 | 70 000 | 90 000 | 90 156 |
| AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 506 603 | 512 049 | 568 515 | 588 310 | 580 018 | 592 198 | 602 858 | 613 106 |
| CHARGES FINANCIERES | 78 104 | 63 469 | 55 597 | 42 084 | 29 982 | 18 953 | 101 594 | 94 928 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 15 709 | 99 | 1 510 | 100 300 | 102 406 | 104 556 | 106 438 | 108 248 |
| TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | 95 793 | 94 593 | 122 975 | 133 945 | 136 757 | 139 629 | 142 143 | 144 559 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 3 677 908 | 3 715 285 | 4 091 779 | 4 982 271 | 5 021 316 | 5 008 788 | 5 212 047 | 5 303 266 |

Rétro-Prospective 2021 – 2028

63

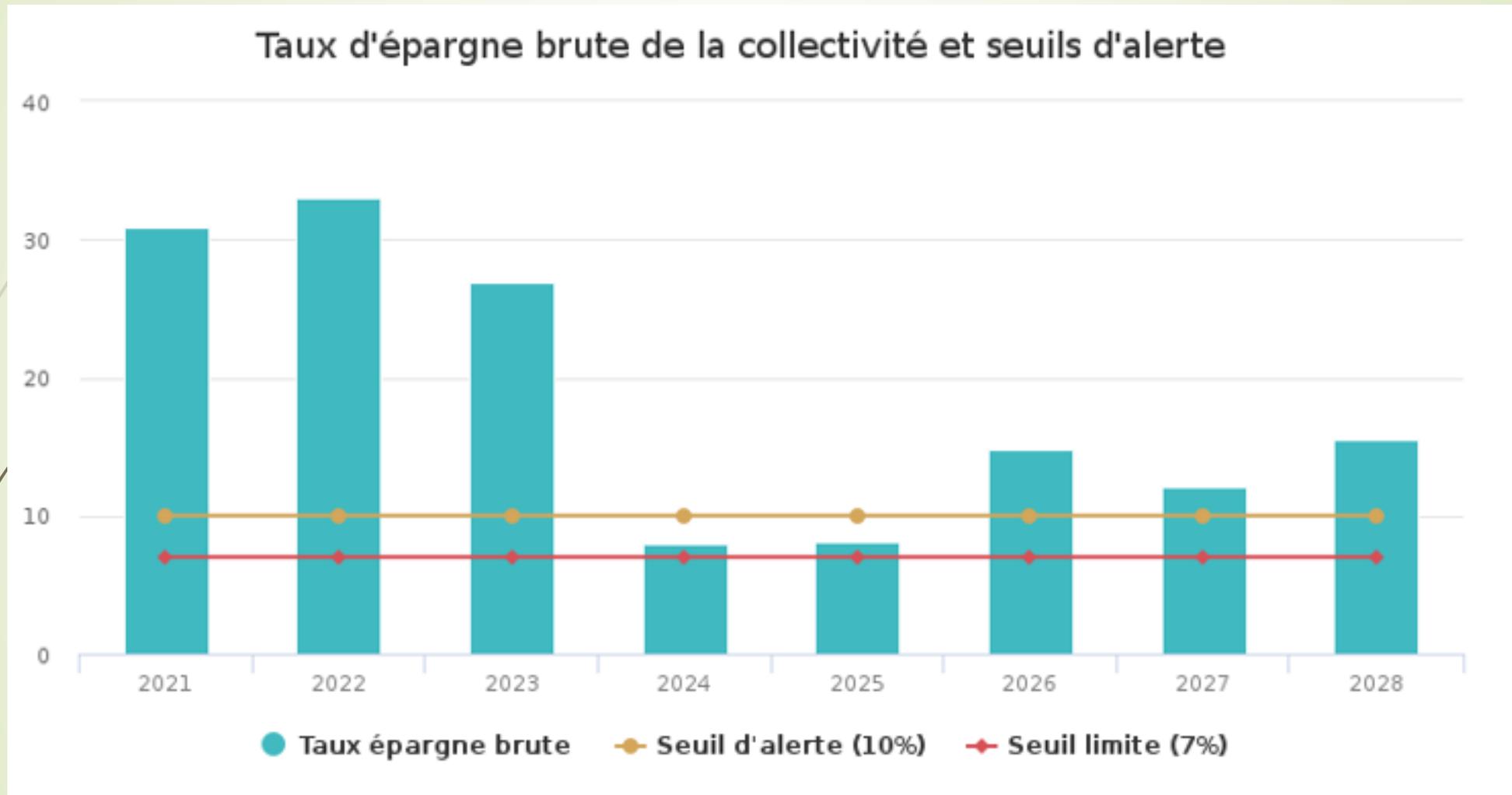


Attention: comparaison d'un CA (exécution) et d'un BP (prévisions)

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Rétro-Prospective 2021 – 2028

64



Attention: comparaison d'un CA (exécution) et d'un BP (prévisions)

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Prospective 2024 – 2028: Hypothèses générales projetées

Hypothèses générales investissements

Recettes

Subventions: 418 K€ en 2024 (dont 72 K€ RAR) puis 150 K€ en 2025, 50K€ en 2026 puis 910K€ en 2027 et 350K€ en 2028

Emprunts: 2 215 K€ en 2026 et 1 746 K€ en 2028

TA: 270K€ par an dès 2024, 850 K€ en 2025 (**Lidl**), 200K€ en 2026 et 2027 puis 550K€ en 2028 (**Lidl**)

FCTVA : 192K€ en 2024, 147K€ en 2025, 340K€ en 2026, 228K€ en 2027 et 416K€ en 2028

Dépenses

Equipements: 2807K€ en 2024 (dont 900,6 K€ RAR), 1490K€ en 2025, 2907K€ en 2026, 1767K€ en 2027, 3540K€ en 2028

Emprunts : 572K€ en 2024, 523K€ en 2025, 333K€ en 2026, 285K€ en 2027, 252K€ en 2028

Prospective 2024-2028: PPI projeté

| n° | Investissements programmés | Total PPI TTC | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|-----|---|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 361 | Matériel divers - Mobilier urbain | 195 220 | 43 220 | 62 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 |
| 400 | Local jeune MJC | 8 000 | 8 000 | | | | |
| 450 | Réaménagement et végétalisation Cour EM du Bret | 282 000 | 256 000 | 26 000 | | | |
| 451 | Rénovation / extension école primaire J Fert | 134 000 | 70 000 | 64 000 | | | |
| 453 | Archives + ttt + classement | 35 000 | 35 000 | | | | |
| 455 | Cuisine centrale | 114 000 | 34 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| 458 | Stade | 6 500 | 6 500 | | | | |
| 458 | Stade (pelouse synthétique) | 805 000 | 5 000 | | 800 000 | | |
| 460 | Modification PLU | 100 000 | 60 000 | 40 000 | | | |
| 467 | Vidéoprotection passive | 131 000 | 91 000 | 30 000 | 10 000 | | |
| 467 | Alarme PPMS Ecoles | 20 000 | - | 20 000 | | | |
| 467 | Réseau sécurité incendie | 4 000 | 4 000 | | | | |
| 469 | Investissements récurrents écoles | 47 300 | 7 300 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| 472 | Galet - culture | 128 200 | 14 200 | 24 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 |
| 478 | Renforcement évacuation eaux pluviales prés Villars | 330 000 | 330 000 | | | | |
| 482 | Fourgonnette électrique services techniques | 45 000 | 15 000 | 30 000 | | | |
| 491 | CTM | 30 000 | 30 000 | | | | |
| 498 | Informatique et téléphonie mairie | 136 500 | 54 000 | 22 500 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| 509 | Sécurisation montée Balmont | 20 000 | 20 000 | | | | |
| 509 | Réaménagement rue Carriat | 40 500 | - | 40 500 | | | |
| 509 | Voirie Résidence Desay (Germaine) | 200 000 | 60 000 | | 140 000 | | |
| 509 | Réaménagement du centre village (maison médicale ...) | 1 105 200 | 305 200 | 400 000 | 200 000 | 200 000 | |
| 509 | Réaménagement chemin de la Reste | 155 000 | 5 000 | 150 000 | | | |
| 509 | Réaménagement chemin des Roches | 25 000 | 25 000 | | | | |
| 509 | Sécurisation Bret (inondations) | 110 000 | - | 10 000 | 100 000 | | |
| 509 | Aménagement parking rue du Collège (définitif) | 35 000 | - | 35 000 | | | |
| 509 | Extension réseau électrique | 20 000 | 10 000 | 10 000 | | | |
| 509 | Travaux divers | 200 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 |
| 509 | Voiries réseaux ch du Plat | 600 000 | | | | 600 000 | |
| 511 | Acquisitions foncières Prés de Veyssieux (EPF) | 107 757 | 26 939 | 26 939 | 26 939 | 26 939 | - |
| 511 | Acquisitions foncières terrain gr scolaire (Bourdin) | 270 540 | | | 270 540 | | |
| 511 | Acquisitions foncières terrain | 99 000 | 99 000 | | | | |
| 511 | Subventions foncières | 390 000 | 30 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 90 000 |
| 523 | Groupe scolaire + restaurant scolaire | 3 900 000 | 100 000 | | 300 000 | 500 000 | 3 000 000 |
| 531 | Bassin et renaturation Creusette | 500 000 | | | 500 000 | | |
| 532 | Panneau lumineux n°2 | 20 000 | - | | 20 000 | | |
| 540 | Etude ZAC | 40 000 | 10 000 | 30 000 | | | |
| 541 | Aménagement du Cerdon | 10 000 | - | 10 000 | | | |
| 543 | Halle aux associations | 30 000 | 30 000 | | | | |
| 546 | Aménagement Bourg centre | 55 200 | 55 200 | | | | |
| 549 | Bornes électriques | 7 000 | 7 000 | | | | |
| 550 | Rénovation énergétique bâtiments communaux | 420 000 | 20 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| | RAR année N-1 | 900 600 | 900 600 | | | | |
| | Investissements récurrents DST | 400 000 | | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| | TOTAL hors ZAC | 12 212 517 | 2 807 159 | 1 390 939 | 2 807 479 | 1 766 939 | 3 440 000 |

Rétro-prospective 2021 – 2028

Section d'investissement

| SECTION D'INVESTISSEMENT | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | 1 050 386 | 1 950 263 | 2 826 396 | 3 065 257 | 1 877 612 | 3 103 260 | 2 010 134 | 3 647 907 |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 7 291 | 383 688 | 279 635 | 418 658 | 150 000 | 50 000 | 910 000 | 350 000 |
| EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | - | 850 | - | - | - | 2 215 050 | - | 1 745 766 |
| DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES | 1 043 094 | 1 565 725 | 2 546 761 | 2 576 599 | 1 727 612 | 838 210 | 1 100 134 | 1 552 141 |
| Excédents de fonctionnement capitalisés | 529 823 | 1 245 222 | 1 026 412 | 2 184 429 | 729 878 | 297 496 | 671 978 | 585 994 |
| PRODUITS DE CESSION | - | - | - | 70 000 | - | - | - | - |
| TOTAL RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | 138 183 | 94 593 | 143 056 | 133 945 | 136 757 | 139 629 | 142 143 | 144 559 |
| OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 95 793 | 94 593 | 122 975 | 133 945 | 136 757 | 139 629 | 142 143 | 144 559 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | 1 188 570 | 2 044 856 | 2 969 452 | 3 199 202 | 2 014 369 | 3 242 889 | 2 152 277 | 3 792 466 |
| EXCEDENT REPORTE D'INVESTISSEMENT | - | - | - | 179 885 | - | - | 1 660 | 1 728 |
| TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | 1 643 739 | 1 824 176 | 1 908 246 | 3 379 088 | 2 014 370 | 3 241 229 | 2 152 209 | 3 792 398 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | - | 13 380 | 9 677 | - | - | - | - | - |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | - | 144 364 | 182 056 | 2 707 159 | 1 390 940 | 2 807 479 | 1 766 939 | 3 440 000 |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | 1 049 370 | 1 074 482 | 1 128 734 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES | - | 169 | - | - | - | - | - | - |
| EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 594 369 | 591 779 | 587 779 | 571 929 | 523 430 | 333 750 | 285 270 | 252 398 |
| TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | 42 568 | 178 | 20 258 | - | - | - | - | - |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 1 686 307 | 1 824 354 | 1 928 505 | 3 379 088 | 2 014 370 | 3 241 229 | 2 152 209 | 3 792 398 |
| DEFICIT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 583 827 | 1 081 565 | 861 062 | - | - | - | - | - |

Financements des investissements

68

Emprunts sur
25 ans à 4%

TA
Lidl

TA
Lidl

Augmentation
taux TF

Intégration TF Lidl
en 2028

| 2021 - 2028 en K€ | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Epargne brute | 1 604 | 1 780 | 1 461 | 418 | 434 | 846 | 702 | 946 |
| Taxe d'aménagement | 319 | 230 | 1 368 | 270 | 850 | 200 | 200 | 550 |
| FCTVA | 195 | 88 | 152 | 192 | 148 | 341 | 228 | 416 |
| Aides PUP et subventions | 7 | 384 | 280 | 419 | 150 | 50 | 910 | 350 |
| Nouveaux emprunts | | | | | | 2 215 | | 1 746 |
| TOTAL ressources | 2 125 | 2 481 | 3 261 | 1 299 | 1 582 | 3 651 | 2 040 | 4 008 |
| Total dépenses équipements | 1 049 | 1 232 | 1 321 | 2 807 | 1 491 | 2 907 | 1 867 | 3 540 |
| Total remboursements emprunts | 594 | 592 | 588 | 572 | 523 | 334 | 285 | 252 |
| TOTAL dépenses d'investissement | 1 643 | 1 824 | 1 908 | 3 379 | 2 014 | 3 241 | 2 152 | 3 792 |
| Epargne nette | 1 010 | 1 188 | 873 | - 154 | - 89 | 512 | 416 | 694 |
| Résultat global d'exercice | 481 | 657 | 1 352 | - 2 080 | - 432 | 410 | - 113 | 216 |
| Fonds de roulement 31/12 de l'année N (mini 400K€) | 1 147 | 1 804 | 3 156 | 1 076 | 644 | 1 054 | 941 | 1 157 |
| En cours de la dette au 31/12/ de N | 3 282 | 2 690 | 2 103 | 1 531 | 1 007 | 2 889 | 2 603 | 4 097 |
| CAPDES | 2,05 | 1,51 | 1,44 | 3,66 | 2,32 | 3,42 | 3,71 | 4,33 |

Accusé de réception en préfecture
0103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Débat d'Orientation Budgétaire

Structure de la dette

2024- 2028



Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

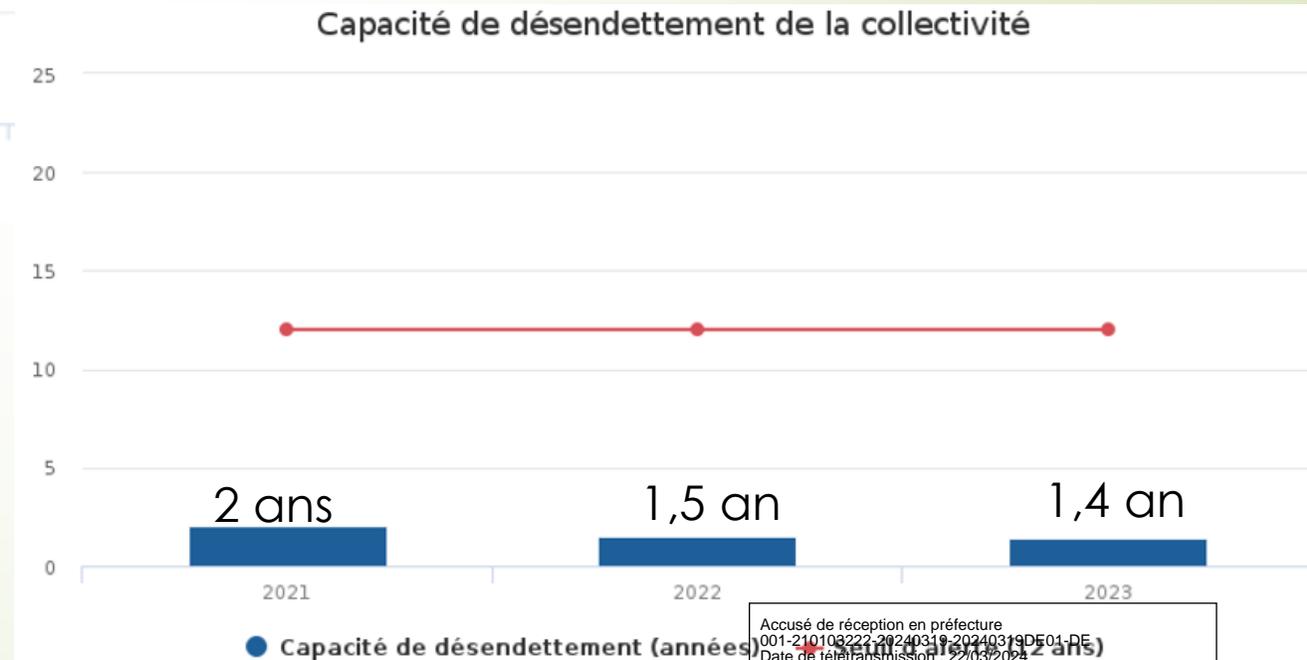
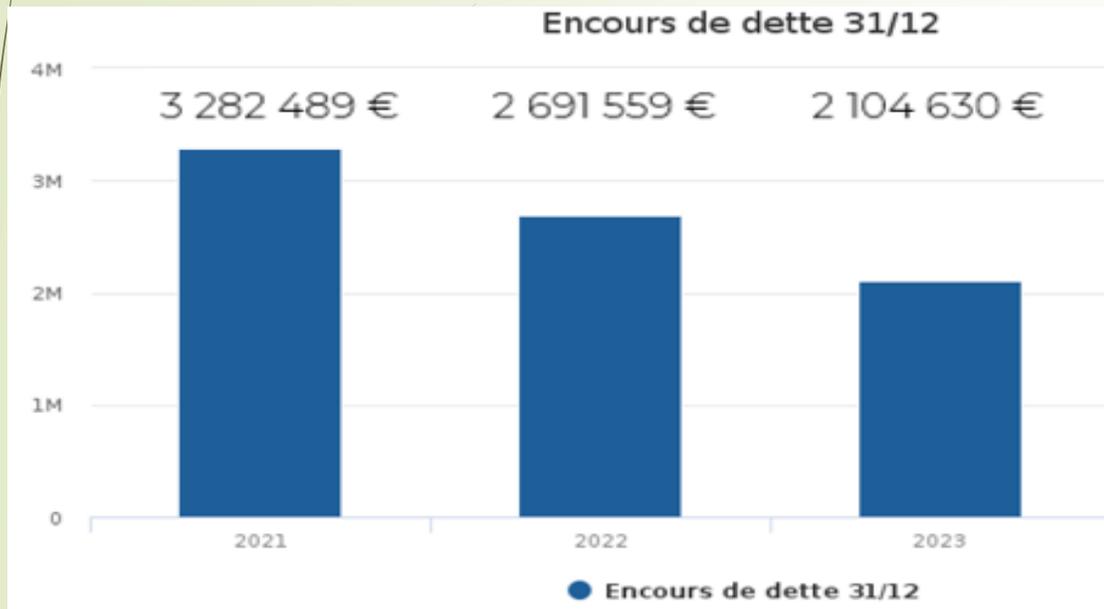
Caractéristiques de la dette historique

Profil de remboursement de la dette historique

Les charges financières représenteront 0,87 % des Dépenses réelles de fonctionnement en 2024.

| Année | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2023-2024 % |
|---------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Emprunt Contracté | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | - % |
| Intérêt de la dette | 80 216 € | 67 089 € | 55 434 € | 41 907 € | -24,4 % |
| Capital Remboursé | 594 369 € | 591 779 € | 587 779 € | 571 929 € | -2,7 % |
| Annuité | 674 585 € | 658 868 € | 643 213 € | 613 836 € | -4,57 % |
| Encours de dette | 3 282 489 € | 2 691 559 € | 2 104 630 € | 1 532 700 € | -27,17 % |

Encours de la dette historique et capdes



Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319-DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Profil extinction de la dette historique

RAPPEL

| Periode | Crd initial | Echéances | | |
|---------|----------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| | | Capital | Intérêt | Total |
| 2020 | 4 470 348,42 € | 593 929,65 € | 93 475,00 € | 687 404,65 € |
| 2021 | 3 876 418,77 € | 593 929,65 € | 80 246,13 € | 674 175,78 € |
| 2022 | 3 282 489,12 € | 590 929,65 € | 67 104,32 € | 658 033,97 € |
| 2023 | 2 691 559,47 € | 586 929,65 € | 54 096,06 € | 641 025,71 € |
| 2024 | 2 104 629,82 € | 571 929,65 € | 41 293,76 € | 613 223,41 € |
| 2025 | 1 532 700,17 € | 523 429,62 € | 29 150,89 € | 552 580,51 € |
| 2026 | 1 009 270,55 € | 333 749,60 € | 18 693,90 € | 352 443,50 € |
| 2027 | 675 520,95 € | 232 083,32 € | 12 815,55 € | 244 898,87 € |
| 2028 | 443 437,63 € | 197 083,32 € | 8 277,50 € | 205 360,82 € |
| 2029 | 246 354,31 € | 197 083,32 € | 3 862,83 € | 200 946,15 € |
| 2030 | 49 270,99 € | 49 270,99 € | 275,92 € | 49 546,91 € |
| | 20 382 000,20 | 4 470 348,42 | 409 291,86 | 4 879 640,28 |

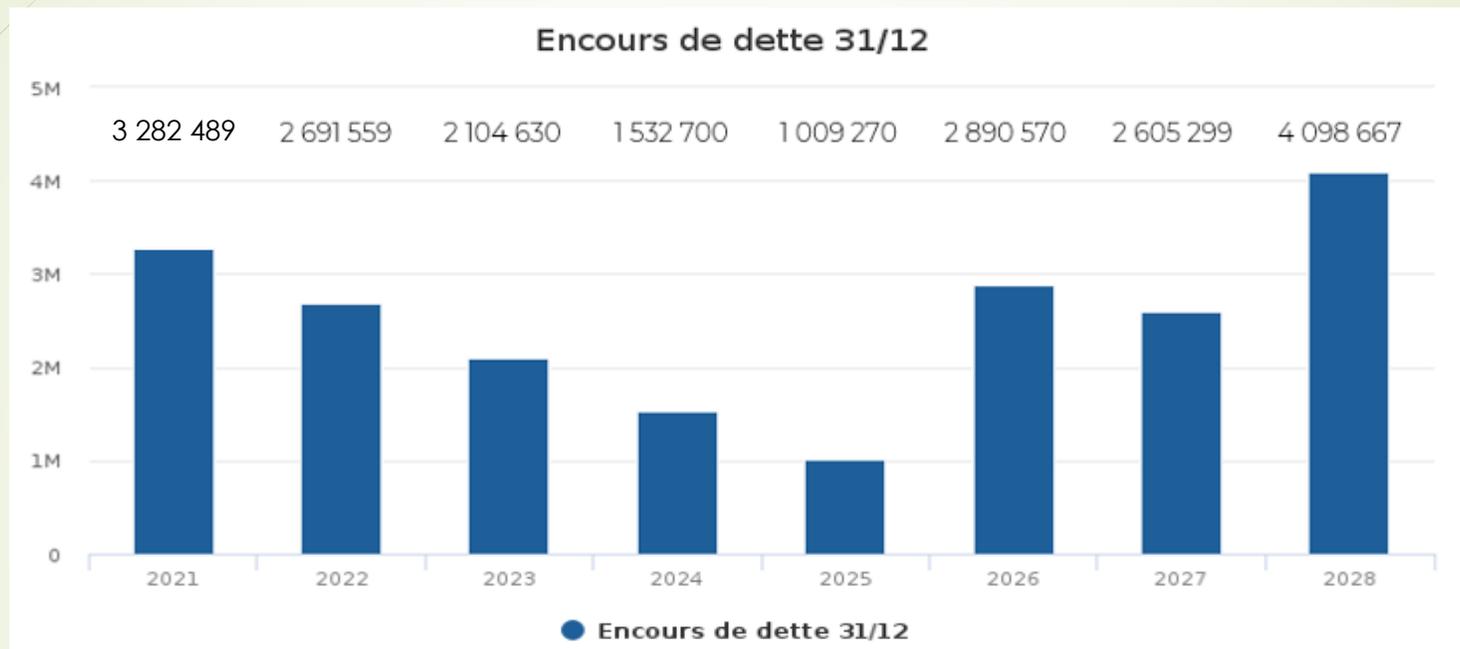
Fin emprunt du Galet sur 15 ans à 3,35%

Rétro-prospective 2021-2028 de la dette

Retro-prospective 2021 – 2028

75

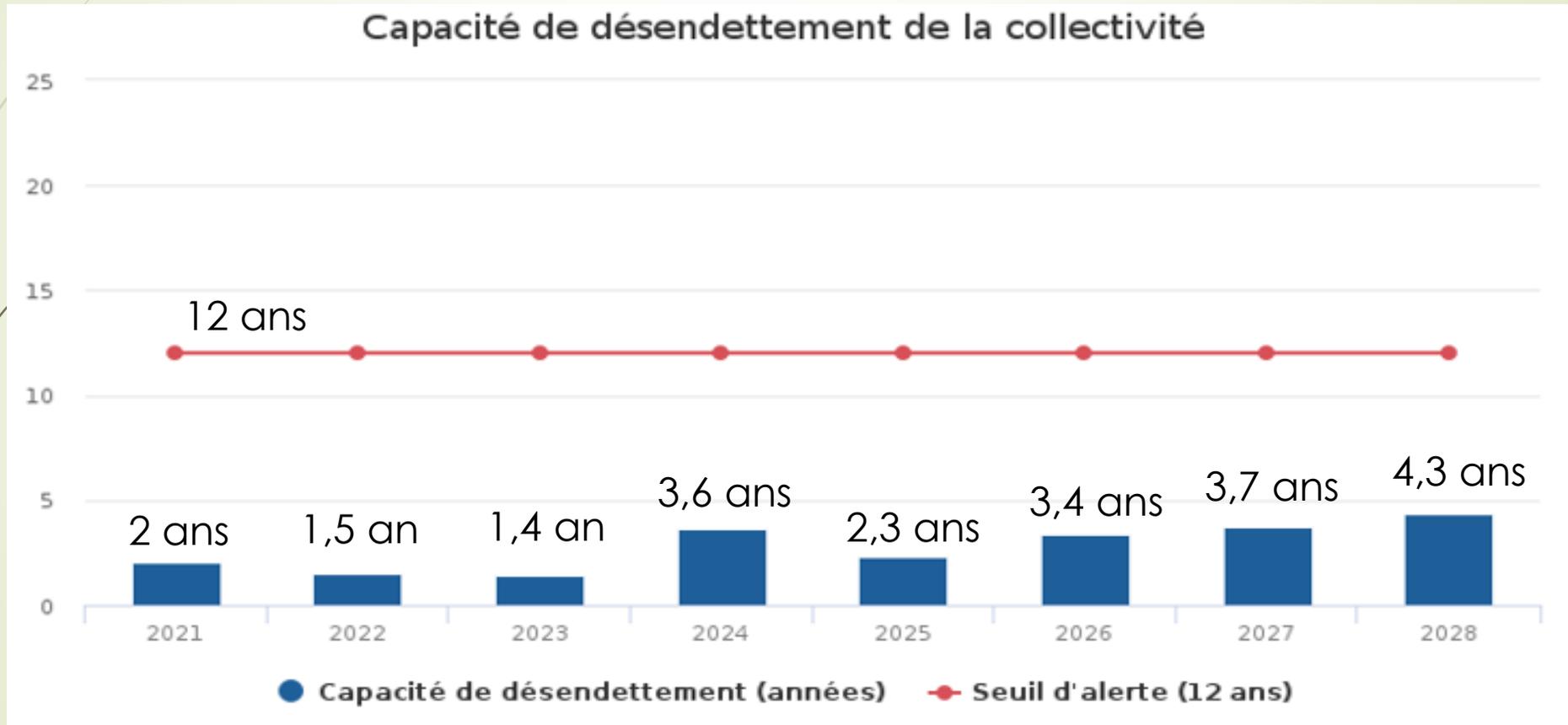
Encours de dette et emprunts nouveaux



| Année | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|-------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Emprunt contracté (€) | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 215 050 | 0 | 1 745 766 |
| Intérêt de la dette (€) | 63 470 | 55 596 | 42 084 | 29 982 | 18 953 | 101 594 | 94 751 |
| Capital remboursé (€) | 590 929 | 586 929 | 571 929 | 523 430 | 333 750 | 285 270 | 252 398 |
| Annuité (€) | 654 399 | 642 525 | 614 013 | 553 412 | 352 479 | 386 864 | 347 149 |

Accusé de réception en préfecture
001-21003222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024

Rétro-prospective 2021-2028



Retro-prospective 2021 - 2028

77

| Année | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|--|-------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Epargne brute (€) | 1 779 779 | 1 460 782 | 417 984 | 434 253 | 845 523 | 701 500 | 946 173 |
| Encours de dette maximum conseillé (€) (Cap des 10 ans) | 17 797 790 | 14 607 820 | 4 179 840 | 4 342 530 | 8 455 230 | 7 015 000 | 9 461 730 |
| Encours de dette (€) | 2 691 559 | 2 104 630 | 1 532 700 | 1 009 270 | 2 890 570 | 2 605 299 | 4 098 667 |
| Capacité d'emprunt (€) (Cap des 10 ans) | 15 106 231 | 12 503 190 | 2 647 140 | 3 333 260 | 5 564 660 | 4 409 701 | 5 363 066 |
| Ratio d'endettement | 49,84 % | 38,76 % | 29,1 % | 18,98 % | 50,58 % | 50,08 % | 67,13% |
| Dette / hab. | 525,28 | 405,36 | 292,72 | 190,9 | 541,61 | 483,63 | 760,84 |
| Capacité de désendettement | 1,51 | 1,44 | 3,67 | 2,32 | 3,42 | 3,71 | 4,33 |

Prochains rendez-vous financiers

25 mars 2024 : Commission Finances - CA 2023 et BP 2024

9 avril 2024 : Conseil Municipal - Vote CA 2023 et BP 2024



**MERCI POUR VOTRE
ATTENTION**

Accusé de réception en préfecture
001-210103222-20240319-20240319DE01-DE
Date de télétransmission : 22/03/2024
Date de réception préfecture : 22/03/2024